

Banque des États de l'Afrique Centrale



BULLETIN DU MARCHÉ MONÉTAIRE

N° 294

FEVRIER 2019

| Sommaire | Pages |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| Liste des abréviations | 2 |
| Activités du marché monétaire de février 2019 | 3 |
| I- Activités du compartiment interbancaire | 3 |
| II-Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale | 3 |
| A- Évolution des taux d'intérêts | 3 |
| <i>a) Taux débiteurs</i> | 3 |
| <i>b) Taux d'intérêt sur les placements des banques</i> | 3 |
| <i>c) Taux de rémunération des dépôts publics</i> | 4 |
| B- Interventions de la Banque Centrale | 4 |
| 1) <i>Opérations principales d'injection de liquidité</i> | 4 |
| <i>a) Volumes échangés</i> | 4 |
| <i>b) Taux des adjudications observés</i> | 5 |
| 2) <i>Facilités permanentes</i> | 5 |
| 3) <i>Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables</i> | 5 |
| 4) <i>Autres interventions</i> | 6 |
| III- Évolution du marché des titres publics | 6 |
| Statistiques du marché monétaire | 7 |
| I- Statistiques du compartiment interbancaire | 8-9 |
| II- Statistiques du compartiment des interventions de la Banque Centrale | 10-14 |
| III- Statistiques du compartiment des titres publics | 15-18 |
| IV- Autres statistiques | 19-27 |
| Annexes | 28 |
| Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers | 29 |
| Annexe 2 : Chronologie des principaux évènements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC | 34 |

Liste des abréviations

| | | |
|--------------------|---|----------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| BEAC | : | Banque des États de l’Afrique Centrale |
| BDEAC | : | Banque de Développement des États de l’Afrique Centrale |
| BCEAO | : | Banque Centrale des États de l’Afrique de l’Ouest |
| BCE | : | Banque Centrale Européenne |
| CEMAC | : | Communauté Économique de l’Afrique Centrale |
| CMM | : | Comité du Marché Monétaire |
| COBAC | : | Commission Bancaire de l’Afrique Centrale |
| CPM | : | Comité de Politique Monétaire |
| CRCT | : | Cellule de Règlement et de Conservation des Titres |
| CTPM | : | Cellule Technique de Politique Monétaire |
| DAJR | : | Département des Affaires Juridiques et de la Règlementation |
| DSFABFE | : | Direction de la Stabilité Financière, des Activités Bancaires et Financement des Économies |
| DERS | : | Direction des Études, de la Recherche et des Statistiques |
| DN | : | Directions Nationales |
| FALB | : | Facteurs Autonomes de la Liquidité Bancaire |
| FMI | : | Fonds Monétaire International |
| TCM | : | Taux Créditeur Minimum |
| TCN | : | Titres de Créances Négociables |
| TIAO | : | Taux d’Intérêt des Appels d’Offres |
| TFPM | : | Taux de la Facilité de Prêt Marginal |
| TFD | : | Taux de la Facilité de Dépôt |
| TISPP ₀ | : | Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Fonds de réserve pour les générations futures |
| TISPP ₁ | : | Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires |
| TISPP ₂ | : | Taux d’Intérêt sur Placements Publics au titre des dépôts spéciaux |
| TPB | : | Taux de Pénalité aux Banques |
| TICCE | : | Taux d’intérêt sur les Crédits Consolidés sur les États |

Activités du marché monétaire de février 2019

L'activité du compartiment interbancaire a connu une baisse considérable en février 2019, se situant à 61,9 milliards contre 124,1 milliards en janvier 2019. De même, l'encours moyen des injections de liquidité sur le marché monétaire par l'Institut d'Émission s'est réduit, de 442,1 milliards en janvier 2019 à 411 milliards un mois plus tard.

Sur la même période, le marché des titres publics a connu un regain d'activité, avec vingt-quatre (24) nouvelles émissions d'une valeur totale de 443,2 milliards contre dix-sept (17) émissions d'un volume de 182,4 milliards en janvier 2019.

I- Activités du compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire s'est contractée de 50,1% en février 2019, après une hausse de 47 % en janvier 2019. En effet, le volume des transactions s'est élevé à 61,9 milliards en février 2019 contre 124,1 milliards un mois auparavant. Quatorze (14) opérations ont été enregistrées au cours de ce mois, dont huit (8) à caractère régional et six (6) à caractère national. Parmi ces opérations, une seule (1) transaction de pension-livrée d'une valeur de 5 milliards a été enregistrée contre trois (3) opérations d'un volume global de 13,4 milliards un mois plus tôt.

Les taux d'intérêt pratiqués ont oscillé entre 3,50% et 5,50%, pour des durées comprises entre 7 jours et 90 jours.

II- Évolution du compartiment des interventions de la Banque Centrale

A fin février 2019, ce compartiment du marché monétaire a été caractérisé par le maintien de l'ensemble des taux de la BEAC et une diminution du volume de ses interventions. Parmi les opérations de la Banque Centrale, aucune facilité de dépôt n'a été sollicitée.

A- Évolution des taux d'intérêt de la BEAC

a) Taux débiteurs

- Taux d'intérêt des appels d'offres (TIAO) : **3,50 %** ;
- Taux de facilité de prêt marginal (TFPM) : **6,00 %** ;
- Taux de pénalité aux banques (TPB) : **8,30%**.

b) Taux d'intérêt sur les placements des banques

- Taux de la facilité de dépôt : **0,0 %**.

c) Taux de rémunération des dépôts publics

Les taux de rémunération des dépôts publics sont restés inchangés et se présentent comme ci-après :

- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPPo) : **0,40 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) : **0,05 %** ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂) : **0,00 %**.

Enfin, le taux créditeur minimum, taux fixé par la BEAC pour protéger et encourager l'épargne domestique, est demeuré à **2,45 %**.

B- Interventions de la Banque Centrale

1) Opérations principales d'injection de liquidité

a) Volumes échangés

Au cours de la période analysée, l'opération principale d'injection de liquidité a constitué près de 50,9% des concours octroyés par l'Institut d'Émission au système bancaire. Avec quatre (4) appels d'offres organisés, l'encours moyen mensuel s'est établi à 209,4 milliards en février 2019 contre 238,7 milliards le mois précédent. La répartition par pays de cet encours moyen se présente comme ci-après :

Au **Cameroun**, en raison de la réduction progressive du volume injecté par la Banque Centrale et du caractère concurrentiel de ces adjudications, l'encours moyen mensuel des avances accordées aux établissements de crédit a fléchi de 10,2%, pour se situer à 25,7 milliards en février 2019 contre 28,6 milliards en janvier 2019.

En **Centrafrique**, aucune opération n'a été enregistrée au cours des trois derniers mois.

Au **Congo**, le volume moyen des interventions de la BEAC a observé un accroissement de 34%, passant de 20,5 milliards en janvier 2019 à 27,4 milliards en février 2019. Cette évolution est imputable à l'augmentation des besoins de certains établissements de crédit de ce pays.

Au **Gabon**, l'encours moyen mensuel a reculé de 6%, passant de 23,7 milliards en janvier 2019 à 22,3 milliards un mois plus tard, avec essentiellement un établissement de crédit qui fait recours régulièrement à cette opération.

En **Guinée Équatoriale**, sollicitée essentiellement par un seul établissement de crédit, le montant moyen des avances octroyées au titre de l'appel d'offres hebdomadaire a chuté, se situant à 5,5 milliards en février 2019 contre 19,3 milliards en janvier 2019, en

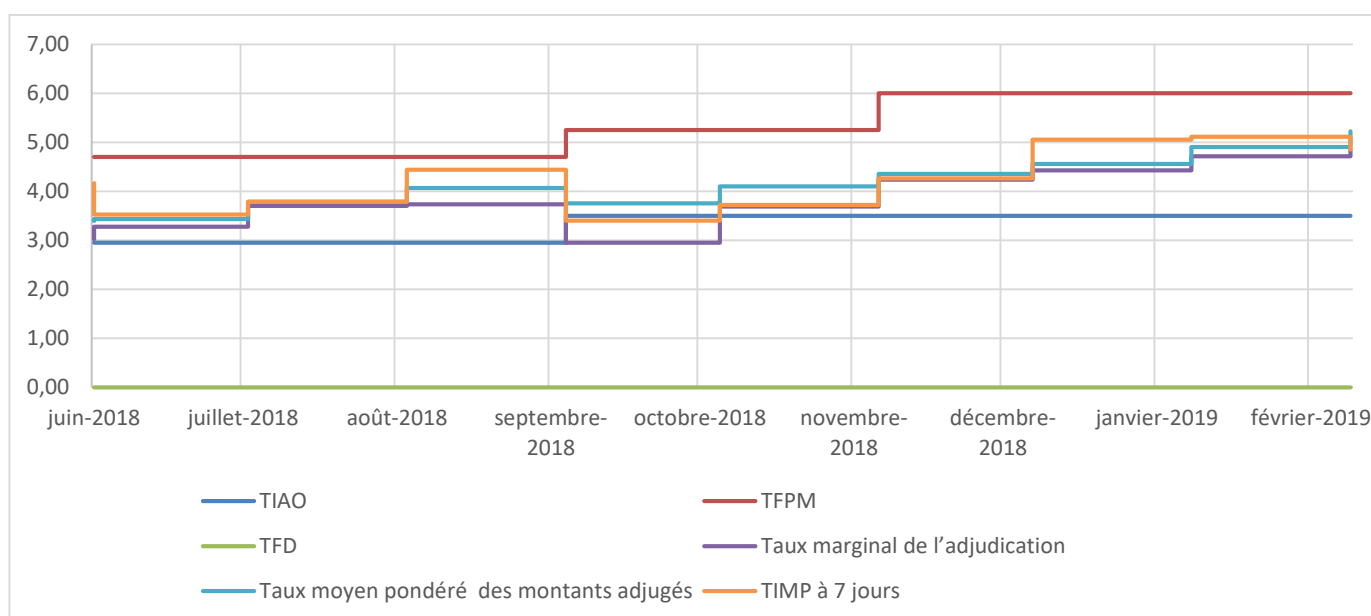
raison principalement de la baisse des facultés d'avance de la seule banque recourant à cette facilité.

Au **Tchad**, relativement au caractère concurrentiel de l'opération principale de refinancement, en février 2019 le volume moyen du refinancement est passé de 146,6 milliards en janvier 2019 à 128,4 milliards.

b) Taux des adjudications observés

À fin février 2019, il a encore été observé un renchérissement de la monnaie banque centrale. En effet, le taux marginal moyen mensuel des adjudications hebdomadaires est ressorti à 4,72 % en février 2019 contre 4,43 % un mois plus tôt. Pareillement, le taux moyen mensuel des montants adjugés s'est établi à 4,91% au cours du mois de référence contre 4,56 % en janvier 2019, soit une hausse de 35 points de base.

Graphique 1 : Evolution des taux d'intervention de la BEAC en fin de mois et des taux moyens des adjudications de l'opération principale d'injection de liquidité (en %)



2) Facilités permanentes

Concernant les **facilités permanentes**, le volume moyen des avances au titre des opérations de prêt marginal a diminué de 22,7 %, se situant à 124,4 milliards en février 2019 contre 161 milliards en janvier 2019, en raison de la diminution des besoins de liquidité de certains établissements de crédit de la CEMAC.

3) Guichet spécial de refinancement des crédits à moyen terme irrévocables

Le volume moyen des avances accordées par l'Institut d'Émission pour le refinancement des crédits d'investissements productifs, à travers le Guichet spécial de refinancement, a légèrement diminué, passant de 40,8 milliards au 31 janvier 2019 à 39 milliards un mois après. La quasi-totalité de ces concours étant allouée à la Banque de Développement des États de l'Afrique Centrale (BDEAC) installée au Congo, cette baisse est liée aux remboursements intervenus au cours de la période analysée.

4) *Autres interventions*

Les autres instruments de politique monétaire, à savoir les opérations de réglage fin, opérations structurelles et l'apport de liquidité d'urgence, n'ont pas été actionnés au cours de la période sous revue. De même, aucune avance intra journalière n'a été sollicitée.

Au cours du mois de février 2019, l'Institut d'émission a procédé à sa première injection de liquidité à maturité longue, sur une série de trois approuvée par le Gouverneur, pour un montant de 30 milliards et une maturité de trois mois. L'objectif visé est de permettre aux établissements de crédit de faire face à leur besoin de liquidité à long terme et d'également enrichir la courbe de taux.

Aucun incident de paiement n'a été constaté au cours du mois de février 2019.

III- Évolution du marché des titres publics

Le marché primaire des titres publics émis par adjudication a été plus dynamique en février 2019 qu'en janvier 2019. En nombre, quatorze (14) émissions de BTA ont été enregistrées au cours de la période sous revue, contre quinze (15) émissions de BTA en janvier 2019. Pour ce qui est des OTA, dix (10) nouvelles émissions ont été enregistrée en février 2019, pour aucune émission d'OTA en janvier 2019. En valeur, ces émissions se sont élevés à 137,4 milliards pour les BTA et 305,7 milliards pour les OTA en février 2019, contre un volume de 151,7 milliards de BTA en janvier 2019.

En février 2019, l'analyse par maturité révèle une fois de plus que les émetteurs ont une préférence pour les BTA de 26 semaines. La répartition des émissions se présente comme ci-dessous :

- Deux (2) émissions de BTA de 13 semaines ont été effectuées par le Gabon pour un volume global de 24,5 milliards.
- Sept (7) émissions de BTA de 26 semaines d'une valeur globale de 71,9 milliards, dont trois (3) du Tchad d'un volume de 32,9 milliards, deux (2) du Congo de 19 milliards, une (1) de 10 milliards réalisée respectivement par le Cameroun et le Gabon.
- Cinq (5) émissions de BTA de 52 semaines d'un montant total de 41 milliards, dont deux (2) émissions du Cameroun d'un volume de 20 milliards, une (1) émission de la Guinée Équatoriale de 13 milliards, une (1) du Gabon de 5 milliards et une (1) du Tchad de 3 milliards.
- Dix (10) émissions d'OTA pour des maturités allant de 2 à 10 ans, d'un volume de 305,8 milliards, dont neuf (9) émissions de la Guinée Équatoriale de 291 milliards et une (1) émission du Cameroun pour un montant de 14,8 milliards.

Statistiques du marché monétaire à fin février 2019

Tableau Ia : récapitulatif des opérations du marché interbancaire en fin février 2019

| En blanc | | | | | |
|-----------------------------------|-----------------------|---------------|----------------------------|---------------|-----------------|
| <i>(Montants cumulés en FCFA)</i> | | | | | |
| | Opérations nationales | | Opérations sous-régionales | | Total |
| | Montant | en % du total | Montant | en % du total | Montant |
| Cameroun | | | | | |
| 2010 | 25 679 600 000 | 23,6 | 83 059 570 000 | 76,4 | 108 739 170 000 |
| 2011 | 28 479 600 000 | 50,4 | 28 000 000 000 | 49,6 | 56 479 600 000 |
| 2012 | 42 500 000 000 | 40,3 | 62 995 312 000 | 59,7 | 105 495 312 000 |
| 2013 | 2 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 2 000 000 000 |
| 2015 | 15 000 000 000 | 88,2 | 2 000 000 000 | 11,8 | 17 000 000 000 |
| 2016 | 19 000 000 000 | 64,7 | 10 358 343 693 | 35,3 | 29 358 343 693 |
| 2017 | 96 956 151 000 | 47,1 | 109 076 503 400 | 52,9 | 206 032 654 400 |
| 2018 | 366 600 000 000 | 60,5 | 239 300 000 000 | 39,5 | 605 900 000 000 |
| 2019 | 38 600 000 000 | 38,4 | 62 000 000 000 | 61,6 | 100 600 000 000 |
| Centrafrique | | | | | |
| 2016 | 1 800 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 1 800 000 000 |
| 2017 | 500 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 500 000 000 |
| 2018 | 4 500 000 000 | 81,8 | 1 000 000 000 | 18,2 | 5 500 000 000 |
| 2019 | 0 | | 0 | | 0 |
| Congo | | | | | |
| 2017 | 4 000 000 000 | 12,3 | 28 500 000 000 | 87,7 | 32 500 000 000 |
| 2018 | 5 000 000 000 | | 0 | | 5 000 000 000 |
| 2019 | 0 | | 0 | | 0 |
| Gabon | | | | | |
| 2016 | 0 | 0,0 | 5 000 000 000 | 100,0 | 5 000 000 000 |
| 2017 | 0 | 0,0 | 24 568 506 000 | 100,0 | 24 568 506 000 |
| 2018 | 0 | 0,0 | 153 800 000 000 | 100,0 | 153 800 000 000 |
| 2019 | 0 | 0,0 | 7 000 000 000 | 100,0 | 7 000 000 000 |
| Guinée Equatoriale | | | | | |
| 2016 | 5 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 5 000 000 000 |
| 2017 | 5 000 000 000 | 11,4 | 39 000 000 000 | 88,6 | 44 000 000 000 |
| 2018 | 0 | 0,0 | 139 000 000 000 | 100,0 | 139 000 000 000 |
| 2019 | 0 | 0,0 | 55 000 000 000 | 100,0 | 55 000 000 000 |
| Tchad | | | | | |
| 2010 | 1 500 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 1 500 000 000 |
| 2013 | 3 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 3 000 000 000 |
| 2014 | 2 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 2 000 000 000 |
| 2015 | 10 000 000 000 | 83,3 | 2 000 000 000 | 16,7 | 12 000 000 000 |
| 2017 | 0 | 0,0 | 1 100 000 000 | 100,0 | 1 100 000 000 |
| 2018 | 900 000 000 | 46,5 | 1 034 404 300 | 53,5 | 1 934 404 300 |
| 2019 | 0 | | 0 | | 0 |
| CEMAC | | | | | |
| 2010 | 27 179 600 000 | 24,7 | 83 059 570 000 | 75,3 | 110 239 170 000 |
| 2011 | 28 479 600 000 | 50,4 | 28 000 000 000 | 49,6 | 56 479 600 000 |
| 2012 | 42 500 000 000 | 40,3 | 62 995 312 000 | 59,7 | 105 495 312 000 |
| 2013 | 5 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0 | 5 000 000 000 |
| 2014 | 2 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0 | 2 000 000 000 |
| 2015 | 25 000 000 000 | 86,2 | 4 000 000 000 | 13,8 | 29 000 000 000 |
| 2016 | 25 800 000 000 | 62,7 | 15 358 343 693 | 0 | 41 158 343 693 |
| 2017 | 106 456 151 000 | 34,5 | 202 245 009 400 | 65,5 | 308 701 160 400 |
| 2018 | 377 000 000 000 | 41,4 | 534 134 404 300 | 58,6 | 911 134 404 300 |
| 2019 | 38 600 000 000 | 23,7 | 124 000 000 000 | 76,3 | 162 600 000 000 |
| Collatéralisées | | | | | |
| <i>(Montants cumulés en FCFA)</i> | | | | | |
| | Opérations nationales | | Opérations sous-régionales | | Total |
| | Montant | en % du total | Montant | en % du total | Montant |
| Cameroun | | | | | |
| 2018 | 17 440 750 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 17 440 750 000 |
| 2019 | 13 375 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 13 375 000 000 |
| Congo | | | | | |
| 2019 | 5 000 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 5 000 000 000 |
| CEMAC | | | | | |
| 2018 | 17 440 750 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 17 440 750 000 |
| 2019 | 18 375 000 000 | 100,0 | 0 | 0,0 | 18 375 000 000 |

II- STATISTIQUES DES INTERVENTIONS DE LA BANQUE CENTRALE

Tableau Iia : Récapitulatif des interventions de la BEAC

| Pays | Mois | Opération principale d'injection de liquidité | Facilité de prêt marginal | Avance intrajournalière | Opération à maturité longue | Avances au taux de pénalité | Apport liquidité d'urgence | Guichet spécial | Total |
|--------------------|---------|-----------------------------------------------|---------------------------|-------------------------|-----------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------|---------|
| Cameroun | juin-18 | 26 496 | 595 | | | | | | 27 091 |
| | juil-18 | 40 586 | 7 177 | | | | | | 47 763 |
| | août-18 | 35 693 | 2 594 | | | | | | 38 287 |
| | sept-18 | 33 962 | 79 | | | | | | 34 041 |
| | oct-18 | 19 816 | 0 | | | | | | 19 816 |
| | nov-18 | 47 825 | 3 000 | | | | | | 50 825 |
| | déc-18 | 40 380 | 7 492 | | | | | | 47 872 |
| | janv-19 | 28 640 | 21 | | | | | | 28 661 |
| févr-19 | 25 720 | 624 | | 2 857 | | | | 29 201 | |
| Centrafrique | juin-18 | 43 | | | | | | 433 | 476 |
| | juil-18 | 96 | | | | | | 415 | 511 |
| | août-18 | 100 | | | | | | 395 | 495 |
| | sept-18 | 130 | | | | | | 373 | 503 |
| | oct-18 | 185 | | | | | | 355 | 540 |
| | nov-18 | 0 | | | | | | 335 | 335 |
| | déc-18 | 0 | | | | | | 316 | 316 |
| | janv-19 | 0 | | | | | | 296 | 296 |
| févr-19 | 0 | | | | | | 277 | 277 | |
| Congo | juin-18 | 51 408 | 0 | | | | | 55 651 | 107 059 |
| | juil-18 | 54 721 | 1 129 | | | | | 54 932 | 110 781 |
| | août-18 | 44 096 | 3 997 | | | | | 54 518 | 102 611 |
| | sept-18 | 37 431 | 333 | | | | | 54 443 | 92 208 |
| | oct-18 | 42 359 | 0 | | | | | 51 445 | 93 804 |
| | nov-18 | 40 128 | 1 080 | | | | | 44 676 | 85 884 |
| | déc-18 | 30 683 | 6 484 | | | 1 387 | | 41 891 | 80 445 |
| | janv-19 | 20 484 | 9 677 | | | | | 40 501 | 70 662 |
| févr-19 | 27 448 | 536 | | 5 714 | | | 38 771 | 72 469 | |
| Gabon | juin-18 | 19 698 | 0 | | | | | | 19 698 |
| | juil-18 | 19 323 | | | | | | | 19 323 |
| | août-18 | 25 435 | | | | | | | 25 435 |
| | sept-18 | 27 500 | | | | | | | 27 500 |
| | oct-18 | 27 500 | | | | | | | 27 500 |
| | nov-18 | 26 100 | | | | | | | 26 100 |
| | déc-18 | 21 806 | | | | | | | 21 806 |
| | janv-19 | 23 677 | | | | | | | 23 677 |
| févr-19 | 22 250 | | | | | | | 22 250 | |
| Guinée Equatoriale | juin-18 | 147 560 | 0 | | | | | | 147 560 |
| | juil-18 | 130 834 | 12 081 | | | | | | 142 914 |
| | août-18 | 117 859 | 21 083 | | | | | | 138 942 |
| | sept-18 | 96 316 | 42 351 | | | | | | 138 667 |
| | oct-18 | 57 163 | 83 372 | | | | | | 140 535 |
| | nov-18 | 4 545 | 135 937 | | | | | | 140 482 |
| | déc-18 | 15 238 | 157 634 | | | | | | 172 872 |
| | janv-19 | 19 304 | 142 967 | | | | | | 162 272 |
| févr-19 | 5 501 | 103 604 | | | 29 561 | | | 138 666 | |
| Tchad | juin-18 | 38 030 | 0 | 2 124 | | 136 091 | 7 206 | | 183 451 |
| | juil-18 | 27 344 | 7 763 | 183 | | 131 050 | 9 703 | | 176 043 |
| | août-18 | 43 107 | 16 430 | 29 | | 99 706 | 10 000 | | 169 272 |
| | sept-18 | 56 214 | 3 159 | 459 | | 95 999 | 9 800 | | 165 631 |
| | oct-18 | 108 218 | 0 | 0 | | 46 602 | 8 500 | | 163 320 |
| | nov-18 | 142 669 | 10 714 | 0 | | 1 619 | 6 917 | | 161 919 |
| | déc-18 | 146 410 | 8 774 | 435 | | 0 | 2 452 | | 158 070 |
| | janv-19 | 146 555 | 8 348 | 1 581 | | 0 | 0 | | 156 484 |
| févr-19 | 128 448 | 19 674 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 148 122 | |
| CEMAC | juin-18 | 283 235 | 595 | 2 124 | | 136 091 | 7 206 | 56 084 | 485 335 |
| | juil-18 | 272 903 | 28 150 | 183 | | 131 050 | 9 703 | 55 347 | 497 335 |
| | août-18 | 266 290 | 44 104 | 29 | | 99 706 | 10 000 | 54 913 | 475 042 |
| | sept-18 | 251 553 | 45 922 | 459 | | 95 999 | 9 800 | 54 816 | 458 549 |
| | oct-18 | 255 240 | 83 372 | 0 | | 46 602 | 8 500 | 51 800 | 445 514 |
| | nov-18 | 261 267 | 150 731 | 0 | | 1 619 | 6 917 | 45 011 | 465 545 |
| | déc-18 | 254 516 | 180 384 | 435 | | 1 387 | 2 452 | 42 207 | 481 381 |
| | janv-19 | 238 661 | 161 014 | 1 581 | | 0 | 0 | 40 797 | 442 052 |
| févr-19 | 209 366 | 124 438 | 0 | 8 571 | 29 561 | 0 | 39 048 | 410 984 | |

Tableau Iib : Récapitulatif des données des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC en février 2019

| Mois de l'année | Semaines | N° OPIL | Montant mis en adjudication (en millions) | Montant total des offres exprimées (en millions) | Montant total servi (en millions) | Nombre de participants | Taux de participation (%) | Nombre total des offres exprimées | Taux de souscription (%) | Taux minimum de soumissions (%) | Taux maximum de soumissions (%) | Taux marginal de l'adjudication (%) | Taux moyen pondéré des soumissions (%) | Taux moyen pondéré des montants adjudugés (%) | TIMP à 7 jours (%) |
|-----------------|--------------------------|-----------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------|
| févr-19 | 07/02/2019 au 14/02/2019 | AON n° 05 | 235 000 | 369 439 | 235 000 | 10 | 21,28 | 17 | 157,21 | 4,58 | 4,81 | 4,60 | 4,63 | 4,66 | 5,25 |
| | 14/02/2019 au 21/02/2019 | AON n° 06 | 235 000 | 374 283 | 235 000 | 12 | 25,53 | 20 | 159,27 | 4,60 | 5,00 | 4,64 | 4,74 | 4,82 | 5,25 |
| | 21/02/2019 au 28/02/2019 | AON n° 07 | 205 000 | 336 681 | 205 000 | 11 | 23,40 | 17 | 164,23 | 4,40 | 5,30 | 4,62 | 4,85 | 5,00 | 5,25 |
| | 28/02/2019 au 07/03/2019 | AON n° 08 | 200 000 | 359 328 | 200 000 | 11 | 23,40 | 18 | 179,66 | 4,62 | 5,30 | 5,00 | 4,93 | 5,14 | 4,71 |

TIMP : Taux interbancaire Moyen Pondéré

Tableau IIc : Données moyennes mensuelles des opérations principales d'injection de liquidité par la BEAC de juin 2018 en fin février 2019

(Aux dates de règlement)

| Mois | Montant mis en adjudication (en millions) | Montant total des offres exprimées (en millions) | Montant total servi (en millions) | Nombre de participants | Taux de participation (%) | Nombre total des offres exprimées | Taux de souscription (%) | Taux minimum de soumissions (%) | Taux maximum de soumissions (%) | Taux marginal de l'adjudication (%) | Taux moyen pondéré des soumissions (%) | Taux moyen pondéré des montants adjudugés (%) | TIMP à 7 jours (%) |
|----------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|---------------------------|-----------------------------------|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------|--------------------|
| juin-2018 | 281 667 | 327 316 | 281 667 | 19 | 40,84 | 38 | 116 | 2,95 | 4,55 | 3,02 | 3,33 | 3,39 | 4,17 |
| juillet-2018 | 272 500 | 324 306 | 272 500 | 17 | 35,64 | 31 | 119 | 3,08 | 4,00 | 3,28 | 3,40 | 3,44 | 3,53 |
| août-2018 | 266 000 | 334 893 | 266 000 | 17 | 35,32 | 30 | 126 | 2,95 | 4,06 | 3,70 | 3,76 | 3,79 | 3,79 |
| septembre-2018 | 265 000 | 277 261 | 239 788 | 14 | 29,25 | 26 | 105 | 2,95 | 4,30 | 3,74 | 4,06 | 4,07 | 4,44 |
| octobre-2018 | 265 000 | 342 303 | 265 000 | 14 | 29,26 | 25 | 129 | 2,95 | 4,35 | 2,95 | 3,57 | 3,75 | 3,40 |
| novembre-2018 | 265 000 | 442 520 | 265 000 | 16 | 34,47 | 29 | 167 | 3,34 | 4,46 | 3,69 | 3,91 | 4,10 | 3,72 |
| décembre-2018 | 260 000 | 422 802 | 260 000 | 12 | 26,06 | 25 | 163 | 4,17 | 4,53 | 4,24 | 4,30 | 4,36 | 4,26 |
| janvier-2019 | 248 000 | 406 889 | 248 000 | 11 | 22,98 | 19 | 164 | 4,38 | 4,73 | 4,43 | 4,49 | 4,56 | 5,05 |
| février-2019 | 218 750 | 359 933 | 218 750 | 11 | 23,40 | 18 | 165 | 4,55 | 5,10 | 4,72 | 4,79 | 4,91 | 5,11 |

Tableau II d : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Cameroun, RCA, Congo)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

| Libellés | Cameroun | | | Centrafrique | | | Congo | | |
|------------------------------------------------------|------------|------------|----------------|--------------|------------|----------------|------------|------------|----------------|
| | février-18 | février-19 | Variation en % | février-18 | février-19 | Variation en % | février-18 | février-19 | Variation en % |
| 1. Montants des accords de classement valides | | | | | | | | | |
| . Accords à court terme | 28 716 | 57 113 | 98,89 | 878 | 25 402 | 2793,21 | 88 290 | 61 140 | -30,75 |
| . Accords à moyen terme irrévocable | 0 | 0 | - | 700 | 9 850 | - | 87 790 | 61 140 | -30,36 |
| 2. Encours des tirages du système bancaire | | | | | | | | | |
| a/ Instruments de refinancement ordinaire | 80 658 | 27 478 | -65,93 | 563 | 258 | -54,23 | 90 472 | 73 771 | -18,46 |
| b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾ | 80 658 | 27 478 | -65,93 | 52 | 0 | -100,00 | 30 000 | 35 000 | 16,67 |
| | 0 | 0 | - | 511 | 258 | -49,57 | 60 472 | 38 771 | -35,89 |

(1) Les chiffres du Congo concernent la BDEAC.

(2) Pour le Congo, y compris 150 milliards pour la BDEAC.

Tableau II e : Évolution des ratios de refinancement du système bancaire (Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)

(Chiffres de fin de période, en millions de FCFA)

| Libellés | Gabon | | | Guinée Equatoriale | | | Tchad | | | CEMAC | | |
|------------------------------------------------------|------------|------------|----------------|--------------------|------------|----------------|------------|------------|----------------|------------|------------|----------------|
| | février-18 | février-19 | Variation en % | février-18 | février-19 | Variation en % | février-18 | février-19 | Variation en % | février-18 | février-19 | Variation en % |
| 1. Montants des accords de classement valides | | | | | | | | | | | | |
| . Accords à court terme | 11 750 | 11 750 | - | 200 000 | 110 000 | -81,82 | 47 381 | 20 786 | -56,13 | 377 015 | 286 190 | -24,09 |
| . Accords à moyen terme irrévocable | 11 750 | 11 750 | - | 200 000 | 110 000 | -81,82 | 47 381 | 20 786 | -56,13 | 288 525 | 215 200 | -25,41 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | - | 0 | 0 | - | 88 490 | 70 990 | - |
| 2. Encours des tirages du système bancaire | | | | | | | | | | | | |
| a/ Instruments de refinancement ordinaire | 42 000 | 26 000 | -61,54 | 97 650 | 158 000 | 38,20 | 199 913 | 138 750 | -44,08 | 511 256 | 424 257 | -17,02 |
| b/ Guichet spécial de refinancement ⁽¹⁾ | 42 000 | 26 000 | -61,54 | 97 650 | 158 000 | 38,20 | 199 913 | 138 750 | -44,08 | 450 273 | 385 228 | -14,45 |
| | 0 | 0 | 0,00% | 0 | 0 | - | 0 | 0 | 0 | 60 983 | 39 029 | -36,00 |

(1) y compris la BDEAC dans l'ensemble CEMAC.

Tableau Iif : Situation analytique des réserves obligatoires (1)

| Mois | Cameroun | Centrafrique | Congo | Gabon | Guinée Equatoriale | Tchad | Total |
|----------------|----------|--------------|--------|---------|--------------------|--------|---------|
| février 2018 | 214 921 | 2 483 | 61 954 | 95 180 | 92 047 | 10 715 | 477 299 |
| mars 2018 | 218 173 | 2 077 | 59 975 | 94 975 | 76 564 | 10 887 | 462 651 |
| avril 2018 | 228 851 | 8 675 | 73 240 | 105 491 | 70 749 | 16 577 | 503 582 |
| mai 2018 | 239 360 | 10 648 | 79 444 | 112 877 | 73 274 | 19 312 | 534 915 |
| juin 2018 | 244 698 | 10 631 | 78 032 | 115 973 | 72 241 | 20 026 | 541 601 |
| juillet 2018 | 242 726 | 10 463 | 76 928 | 119 741 | 72 952 | 26 294 | 549 105 |
| août 2018 | 248 273 | 10 579 | 76 235 | 124 531 | 74 330 | 26 168 | 560 116 |
| septembre 2018 | 250 032 | 10 706 | 77 563 | 130 865 | 73 892 | 26 744 | 569 802 |
| octobre 2018 | 249 147 | 10 986 | 80 079 | 124 754 | 73 424 | 35 079 | 573 468 |
| novembre 2018 | 248 975 | 10 938 | 79 997 | 124 120 | 72 359 | 34 587 | 570 976 |
| décembre 2018 | 248 815 | 11 082 | 78 557 | 124 199 | 71 767 | 35 175 | 569 595 |
| janvier 2019 | 252 494 | 11 327 | 78 057 | 125 940 | 74 887 | 35 692 | 578 398 |
| février 2019 | 254 165 | 11 595 | 77 789 | 127 958 | 78 194 | 37 011 | 586 713 |

Tableau Iig : Situation mensuelle consolidée des réserves obligatoires de la CEMAC (1)

(en millions de FCFA)

| Pays | Niveau des réserves obligatoires au 31/01/2019 | Niveau des réserves obligatoires au 28/02/2019 | Evolution |
|--------------------|------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------|
| Cameroun | 252 494 | 254 165 | 1 671 |
| Centrafrique | 11 327 | 11 595 | 269 |
| Congo | 78 057 | 77 789 | - 268 |
| Gabon | 125 940 | 127 958 | 2 017 |
| Guinée Equatoriale | 74 887 | 78 194 | 3 307 |
| Tchad | 35 692 | 37 011 | 1 319 |
| CEMAC | 578 398 | 586 713 | 8 315 |

Tableau Iih : Situation des réserves obligatoires au 28 février 2019 (1)

(En millions FCFA-Chiffres de fin de période)

| Rubriques | Cameroun | Centrafrique | Congo | Gabon | Guinée Equatoriale | Tchad | CEMAC |
|-----------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------|---------------|---------------|
| <i>Niveau des réserves obligatoires (RO) à constituer</i> | 254 165 | 11 595 | 77 789 | 127 958 | 78 194 | 37 011 | 586 713 |
| <i>Solde des comptes-courants à la BEAC</i> | 996 047 | 37 759 | 272 476 | 435 228 | 302 694 | 95 431 | 2 139 634 |
| Part des RO dans le solde des comptes courants à la BEAC | 25,52% | 30,71% | 28,55% | 29,40% | 25,83% | 38,78% | 27,42% |

(1) Absence de placement sur le marché monétaire, autre composante des réserves des banques depuis mai 2012.

**Tableau III : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Cameroun, Centrafrique et Congo)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

| Pays | 2017 | | | | 2018 | | | | 2019 |
|---------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | Mars | Juin | Septembre | Décembre | Mars | Juin | Septembre | Décembre | Février |
| I - Cameroun | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 3 061 195 | 3 035 329 | 3 005 057 | 3 048 479 | 3 116 394 | 3 225 399 | 3 278 595 | 3 416 931 | 3 342 227 |
| 2 - Montant des accords de classement | 49 658 | 61 303 | 48 657 | 31 115 | 33 271 | 39 268 | 39 307 | 54 420 | 57 113 |
| 3 - Refinancement BEAC | 194 517 | 199 989 | 102 664 | 72 569 | 65 013 | 29 615 | 27 500 | 37 585 | 27 478 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 6,35% | 6,59% | 3,42% | 2,38% | 2,09% | 0,92% | 0,84% | 1,10% | 0,82% |
| II - Centrafrique | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 128 624 | 126 134 | 127 387 | 133 692 | 140 595 | 136 885 | 140 399 | 156 367 | 162 542 |
| 2 - Montant des accords de classement | 15 884 | 16 062 | 16 062 | 16 062 | 878 | 15 880 | 25 144 | 25 402 | 25 402 |
| 3 - Refinancement BEAC | 700 | 644 | 731 | 655 | 544 | 557 | 540 | 297 | 258 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 100,00% | 0,51% | 0,57% | 0,49% | 0,39% | 0,41% | 0,38% | 0,19% | 0,16% |
| III - Congo | | | | | | | | | |
| 2 - Crédits à l'économie | 1 240 421 | 1 266 175 | 1 257 399 | 1 211 522 | 1 172 441 | 1 118 886 | 1 131 402 | 1 135 722 | 1 083 639 |
| 3 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾ | 87 790 | 83 340 | 83 940 | 83 340 | 83 840 | 83 840 | 87 340 | 66 440 | 61 140 |
| 4 - Refinancement BEAC ⁽²⁾ | 102 920 | 97 604 | 96 425 | 91 651 | 90 472 | 101 848 | 98 168 | 71 238 | 73 771 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 8,30% | 7,71% | 7,67% | 7,56% | 7,72% | 9,10% | 8,68% | 6,27% | 6,81% |

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

**Tableau IIj : Agrégats de monnaie et refinancement du système bancaire
(Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad et CEMAC)**

(En millions de FCFA, chiffres en fin de période)

| Pays | 2017 | | | | 2018 | | | | 2019 |
|---------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| | Mars | Juin | Septembre | Décembre | Mars | Juin | Septembre | Décembre | Février |
| IV - Gabon | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 1 154 596 | 1 134 460 | 1 089 659 | 1 120 551 | 1 026 912 | 1 089 433 | 1 132 154 | 1 170 466 | 1 123 544 |
| 2 - Montant des accords de classement | 18 000 | 18 000 | 9 000 | 11 750 | 2 750 | 2 750 | 2 750 | 0 | 0 |
| 3 - Refinancement BEAC | 78 676 | 79 927 | 52 591 | 48 000 | 39 500 | 19 000 | 27 500 | 23 000 | 26 000 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 6,81% | 7,05% | 4,83% | 4,28% | 3,85% | 1,74% | 2,43% | 1,97% | 2,31% |
| V - Guinée Equatoriale | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 1 138 937 | 1 166 903 | 1 147 149 | 1 166 404 | 1 163 042 | 1 166 372 | 1 178 123 | 1 187 866 | 944 023 |
| 2 - Montant des accords de classement | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 200 000 | 175 000 | 175 000 | 140 000 | 110 000 |
| 3 - Refinancement BEAC | 107 500 | 129 500 | 80 000 | 90 000 | 127 650 | 147 432 | 129 000 | 174 000 | 158 000 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 9,44% | 11,10% | 6,97% | 7,72% | 10,98% | 12,64% | 10,95% | 14,65% | 16,74% |
| VI - Tchad | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 631 579 | 626 600 | 622 334 | 619 303 | 620 809 | 619 046 | 618 778 | 624 580 | 630 675 |
| 2 - Montant des accords de classement | 67 374 | 40 424 | 53 224 | 8 650 | 47 381 | 27 200 | 30 472 | 20 786 | 20 786 |
| 3 - Refinancement BEAC | 177 511 | 193 810 | 184 194 | 188 020 | 199 913 | 181 556 | 158 516 | 171 000 | 138 750 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 28,11% | 30,93% | 29,60% | 30,36% | 32,20% | 29,33% | 25,62% | 27,38% | 22,00% |
| VII - CEMAC | | | | | | | | | |
| 1 - Crédits à l'économie | 7 915 448 | 7 889 727 | 7 764 432 | 7 764 432 | 7 727 637 | 7 805 567 | 7 916 289 | 8 102 570 | 7 687 923 |
| 2 - Montant des accords de classement ⁽¹⁾ | 438 706 | 419 129 | 410 883 | 350 917 | 368 120 | 343 938 | 360 012 | 307 048 | 274 440 |
| 3 - Refinancement BEAC ⁽²⁾ | 661 824 | 701 474 | 516 605 | 490 895 | 523 092 | 480 008 | 441 224 | 477 119 | 424 257 |
| 4 - Part du refinancement dans les crédits à l'économie (3/1) | 8,36% | 8,89% | 6,65% | 6,32% | 6,77% | 6,15% | 5,57% | 5,89% | 5,52% |

(1) dont une partie pour la BDEAC.

(2) Le montant sur le guichet B au Congo concerne le refinancement de la BDEAC.

Tableau IIk : Opérations du crédit et du marché monétaire

(Situation en fin de période - en millions de F.CFA)

Février 2019

| Rubriques | Pays | | | | | | CEMAC ⁽¹⁾ |
|------------------------------------------------------------------------------------------|------------|--------------|----------------------|------------|--------------------|------------|----------------------|
| | Cameroun | Centrafrique | Congo ⁽¹⁾ | Gabon | Guinée Equatoriale | Tchad | |
| Accords de mobilisation | 57 113 | 25 402 | 61 140 | 0 | 110 000 | 20 786 | 274 440 |
| Refinancements accordés | 27 478 | 258 | 73 771 | 26 000 | 158 000 | 138 750 | 424 257 |
| <i>1. Instruments de refinancement</i> | 27 478 | 0 | 35 000 | 26 000 | 158 000 | 138 750 | 385 228 |
| <i>2. Guichet spécial de refinancement</i> | 0 | 258 | 38 771 | 0 | 0 | 0 | 39 029 |
| Niveaux des réserves obligatoires au 31 décembre 2018 | 254 165 | 11 595 | 77 789 | 127 958 | 78 194 | 37 011 | 586 713 |
| Autres interventions (ponctions de liquidité) ⁽²⁾ | 0 | 0 | 55 | 0 | 0 | 0 | 55 |
| Intérêts mensuels acquis sur les opérations du marché monétaire | 157 | 158 | 159 | 160 | 161 | 162 | 957 |
| Encours des engagements des Etats à consolider au 31 décembre 2017 ⁽³⁾ | 577 359 | 80 484 | 572 000 | 452 500 | 608 703 | 479 430 | 2 770 477 |
| Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽⁴⁾ | 0 | 673 | 452 | 452 | 452 | 452 | 2 482 |
| Centrale des Risques (date dernière publication) | février-19 | février-19 | février-19 | février-19 | février-19 | février-19 | - |

(1) Le refinancement sur le guichet spécial au Congo concerne uniquement la BDEAC, institution communautaire.

(2) Fonds de bonification de la BDEAC.

(3) Chiffres consolidés suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites et l'ensemble des

(4) Avances octroyées au GABAC pour le financement de son budget, mais remboursées par les Etats.

III- MARCHE DES TITRES PUBLICS

Tableau IIIa : Liste des titres publics émis par le Cameroun au 28 février 2019

(en millions de FC(en millions de FCFA)

| Codes | Nature des titres | Date de règlement | Date de remboursement | Maturité | | Montant levé par le Trésor |
|----------------------------------|-------------------|-------------------|-----------------------|-------------|-------|----------------------------|
| | | | | BTA | OTA | |
| CM1300000401 BTA-52 19-AVRI-2019 | BTA | 20/04/2018 | 19/04/2019 | 52 semaines | | 5 000 |
| CM1200000667 | BTA | 07/09/2018 | 08/03/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1200000675 | BTA | 14/09/2018 | 15/03/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1200000683 | BTA | 26/10/2018 | 26/04/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1200000691 | BTA | 09/11/2018 | 10/05/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1100000767 | BTA | 28/12/2018 | 29/03/2019 | 13 semaines | | 10 000 |
| CM1100000759 | BTA | 21/12/2018 | 22/03/2019 | 13 semaines | | 10 000 |
| CM1100000775 | BTA | 11/01/2019 | 12/04/2019 | 13 semaines | | 5 000 |
| CM1200000709 | BTA | 18/01/2019 | 19/07/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1200000717 | BTA | 25/01/2019 | 26/07/2019 | 26 semaines | | 7 000 |
| CM1200000725 | BTA | 15/02/2019 | 16/08/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| CM1300000427 | BTA | 01/02/2019 | 31/01/2020 | 52 semaines | | 10 000 |
| CM1300000435 | BTA | 08/02/2019 | 07/02/2020 | 52 semaines | | 10 000 |
| Sous-total (BTA) | | | | | | 117 000 |
| CM2J00000014 | OTA | 22/02/2019 | 22/02/2022 | | 3 ANS | 14 770 |
| Sous-total (OTA) | | | | | | 14 770 |
| Total | | | | | | 131 770 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIb : Liste des titres publics émis par la République centrafricaine au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

| Codes | Nature des titres | Date de règlement | Date de remboursement | Maturité BTA | Montant levé par le Trésor |
|--------------|-------------------|-------------------|-----------------------|--------------|----------------------------|
| | | | | | |
| CF1200000302 | BTA | 17/10/2018 | 19/04/2019 | 26 semaines | 5 500 |
| CF1200000310 | BTA | 12/12/2018 | 14/06/2019 | 26 semaines | 4 000 |
| Total | | | | | 9 500 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIc : Liste des titres publics émis par le Congo au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

| Codes | Nature des titres | Date de règlement | Date de remboursement | Maturité BTA | Montant levé par le Trésor |
|--------------|-------------------|-------------------|-----------------------|--------------|----------------------------|
| | | | | | |
| CG1200000178 | BTA | 11/01/2019 | 12/07/2019 | 26 semaines | 3 000 |
| CG1200000186 | BTA | 01/02/2019 | 02/08/2019 | 26 semaines | 8 000 |
| CG1200000194 | BTA | 15/02/2019 | 16/08/2019 | 26 semaines | 11 000 |
| CG1200000095 | BTA | 31/08/2018 | 01/03/2019 | 26 semaines | 5 000 |
| CG1200000103 | BTA | 14/09/2018 | 15/03/2019 | 26 semaines | 5 000 |
| CG1200000111 | BTA | 21/09/2018 | 22/03/2019 | 26 semaines | 6 000 |
| CG1200000129 | BTA | 19/10/2018 | 19/04/2019 | 26 semaines | 6 500 |
| CG1200000137 | BTA | 09/11/2018 | 10/05/2019 | 26 semaines | 3 000 |
| CG1200000145 | BTA | 23/11/2018 | 24/05/2019 | 26 semaines | 4 000 |
| CG1200000160 | BTA | 21/12/2018 | 21/06/2019 | 26 semaines | 3 000 |
| CG1200000152 | BTA | 14/12/2018 | 14/06/2019 | 26 semaines | 5 110 |
| Total | | | | | 59 610 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau III d : Liste des titres publics émis par le Gabon au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

| Codes | Nature | Date | Date | Maturité | | Montant levé par le Trésor |
|---------------------------------------------|------------|--------------|------------------|-------------|-------|-------------------------------|
| | des titres | de règlement | de remboursement | BTA | OTA | |
| GA130000302 BTA-52 22-MARS-2019 | BTA | 23/03/2018 | 22/03/2019 | 52 semaines | | 15 000 |
| GA1200000741 | BTA | 14/09/2018 | 15/03/2019 | 26 semaines | | 14 591 |
| GA1200000758 | BTA | 05/10/2018 | 05/04/2019 | 26 semaines | | 9 400 |
| GA1200000766 | BTA | 19/10/2018 | 19/04/2019 | 26 semaines | | 15 000 |
| GA1100000742 | BTA | 30/11/2018 | 01/03/2019 | 13 semaines | | 14 000 |
| GA1200000774 | BTA | 02/11/2018 | 03/05/2019 | 26 semaines | | 15 000 |
| GA1200000782 | BTA | 16/11/2018 | 17/05/2019 | 26 semaines | | 15 000 |
| GA1100000767 | BTA | 28/12/2018 | 29/03/2019 | 13 semaines | | 12 000 |
| GA1200000808 | BTA | 21/12/2018 | 21/06/2019 | 26 semaines | | 17 000 |
| GA1200000790 | BTA | 14/12/2018 | 14/06/2019 | 26 semaines | | 9 500 |
| GA1100000759 | BTA | 07/12/2018 | 08/03/2019 | 13 semaines | | 15 000 |
| GA1100000775 | BTA | 11/01/2019 | 12/04/2019 | 13 semaines | | 14 481 |
| GA1100000783 | BTA | 25/01/2019 | 26/04/2019 | 13 semaines | | 15 000 |
| GA1100000791 | BTA | 08/02/2019 | 10/05/2019 | 13 semaines | | 10 000 |
| GA1100000809 | BTA | 22/02/2019 | 24/05/2019 | 13 semaines | | 14 500 |
| GA1200000816 | BTA | 04/01/2019 | 05/07/2019 | 26 semaines | | 8 000 |
| GA1200000824 | BTA | 18/01/2019 | 19/07/2019 | 26 semaines | | 15 000 |
| GA1200000832 | BTA | 15/02/2019 | 16/08/2019 | 26 semaines | | 10 000 |
| GA1300000310 | BTA | 01/02/2019 | 31/01/2020 | 52 semaines | | 5 000 |
| Sous-total (BTA) | | | | | | 243 472 |
| GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019 | OTA | 20/09/2017 | 23/09/2019 | | 2 ANS | 8 000 |
| GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020 | OTA | 21/03/2018 | 23/03/2020 | | 2 ANS | 7 500 |
| GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1 | OTA | 04/04/2018 | 23/03/2020 | | 2 ANS | 4 100 |
| GA2A00000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020 | OTA | 23/05/2018 | 25/05/2020 | | 2 ANS | 27 449 |
| GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021 | OTA | 04/07/2018 | 05/07/2021 | | 3 ANS | 8 800 |
| GA2J00000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1 | OTA | 01/08/2018 | 05/07/2021 | | 3 ANS | 5 000 |
| GA2B00000026 | OTA | 01/08/2018 | 03/08/2023 | | 5 ANS | 10 000 |
| GA2A00000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT -2019 | OTA | 12/09/2018 | 23/09/2019 | | 2 ANS | 18 600 |
| GA2A00000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2 | OTA | 24/10/2018 | 23/03/2020 | | 2 ANS | 3 282 |
| GA2A00000051 | OTA | 28/11/2018 | 23/03/2020 | | 2 ANS | 15 000 |
| GA2A00000051 | OTA | 28/11/2018 | 23/03/2020 | | 2 ANS | 11 000 |
| Sous-total (OTA) | | | | | | 118 731 |
| Total | | | | | | 362 203 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau III e : Liste des titres publics émis par la Guinée Équatoriale au 28 février 2019

(en millions de FCFA)

| Codes | Nature | Date | Date | Maturité | | Montant levé par le Trésor |
|--------------------------------------------|------------|--------------|------------------|-------------|--------|-------------------------------|
| | des titres | de règlement | de remboursement | BTA | OTA | |
| GQ1300000511 BTA-52 22-MARS-2019 | BTA | 23/03/2018 | 22/03/2019 | 52 semaines | | 7 500 |
| GQ1300000528 BTA-52 12-AVRI-2019 | BTA | 13/04/2018 | 12/04/2019 | 52 semaines | | 15 000 |
| GQ1300000536 BTA-52 17-MAI-2019 | BTA | 18/05/2018 | 17/05/2019 | 52 semaines | | 5 000 |
| GQ1300000544 | BTA | 15/06/2018 | 14/06/2019 | 52 semaines | | 3 000 |
| GQ1300000551 BAT-52 12-JUIL-2019 | BTA | 13/07/2018 | 12/07/2019 | 52 semaines | | 11 000 |
| GQ1300000569 | BTA | 10/08/2018 | 09/08/2019 | 52 semaines | | 10 000 |
| GQ1300000577 | BTA | 26/10/2018 | 25/10/2019 | 52 semaines | | 15 000 |
| GQ1300000585 | BTA | 09/11/2018 | 08/11/2019 | 52 semaines | | 12 000 |
| GQ1300000593 | BTA | 07/12/2018 | 06/12/2019 | 52 semaines | | 8 000 |
| GQ1300000601 | BTA | 11/01/2019 | 10/01/2020 | 52 semaines | | 15 000 |
| GQ1300000619 | BTA | 25/01/2019 | 24/01/2020 | 52 semaines | | 15 000 |
| GQ1300000627 | BTA | 08/02/2019 | 07/02/2020 | 52 semaines | | 13 000 |
| Sous-total (BTA) | | | | | | 129 500 |
| GQ2A00000015 OTA 2 ans 5% 13 février 2021 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2021 | | 2 ANS | 32 333 |
| GQ2J00000016 OTA 3 ans 5% 13 février 2022 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2022 | | 3 ANS | 32 333 |
| GQ2K00000013 OTA 4 ans 5% 13 février 2023 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2023 | | 4 ANS | 32 333 |
| GQ2B00000014 OTA 5 ans 5% 13 février 2024 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2024 | | 5 ANS | 32 333 |
| GQ2L00000012 OTA 6 ans 5% 13 février 2025 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2025 | | 6 ANS | 32 333 |
| GQ2C00000013 OTA 7 ans 5% 13 février 2026 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2026 | | 7 ANS | 32 333 |
| GQ2M00000011 OTA 8 ans 5% 13 février 2027 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2027 | | 8 ANS | 32 333 |
| GQ2N00000010 OTA 9 ans 5% 13 février 2028 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2028 | | 9 ANS | 32 333 |
| GQ2D00000012 OTA 10 ans 5% 13 février 2029 | OTA | 13/02/2019 | 13/02/2029 | | 10 ANS | 32 333 |
| Sous-total (OTA) | | | | | | 291 000 |
| Total | | | | | | 420 500 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIf : Liste des titres publics émis par le Tchad au 28 février 2019*(en millions de FCFA)*

| Codes | Nature | Date | Date | Maturité | | Montant levé |
|--------------------------------------------|------------|--------------|------------------|-------------|-------|----------------|
| | des titres | de règlement | de remboursement | BTA | OTA | par le Trésor |
| TD1300000338 BTA-52 15-MARS-2018 | BTA | 16/03/2018 | 15/03/2019 | 52 semaines | | 15 000 |
| TD1300000353 | BTA | 27/06/2018 | 24/06/2019 | 13 semaines | | 36 111 |
| TD1200000230 | BTA | 31/08/2018 | 01/03/2019 | 26 semaines | | 23 850 |
| TD1200000248 | BTA | 07/09/2018 | 08/03/2019 | 26 semaines | | 13 500 |
| TD1200000255 | BTA | 14/09/2018 | 15/03/2019 | 26 semaines | | 28 350 |
| TD1200000263 | BTA | 01/10/2018 | 29/03/2019 | 26 semaines | | 4 500 |
| TD1200000289 | BTA | 19/10/2018 | 19/04/2019 | 26 semaines | | 8 100 |
| TD1200000271 | BTA | 19/10/2018 | 19/04/2019 | 26 semaines | | 6 435 |
| TD1200000305 | BTA | 16/11/2018 | 17/05/2019 | 26 semaines | | 20 250 |
| TD1200000313 | BTA | 23/11/2018 | 24/05/2019 | 26 semaines | | 15 390 |
| TD1200000354 | BTA | 28/12/2018 | 28/06/2019 | 26 semaines | | 27 000 |
| TD1200000347 | BTA | 28/12/2018 | 28/06/2019 | 26 semaines | | 13 500 |
| TD1200000339 | BTA | 21/12/2018 | 21/06/2019 | 26 semaines | | 12 150 |
| TD1200000321 | BTA | 14/12/2018 | 14/06/2019 | 26 semaines | | 11 700 |
| TD1200000362 | BTA | 11/01/2019 | 12/07/2019 | 26 semaines | | 20 250 |
| TD1200000370 | BTA | 18/01/2019 | 19/07/2019 | 26 semaines | | 15 745 |
| TD1200000388 | BTA | 25/01/2019 | 26/07/2019 | 26 semaines | | 5 400 |
| TD1200000396 | BTA | 01/02/2019 | 02/08/2019 | 26 semaines | | 10 530 |
| TD1200000404 | BTA | 08/02/2019 | 09/08/2019 | 26 semaines | | 10 800 |
| TD1200000412 | BTA | 22/02/2019 | 23/08/2019 | 26 semaines | | 11 575 |
| TD1300000361 | BTA | 15/02/2019 | 14/02/2020 | 52 semaines | | 3 000 |
| Sous-total (BTA) | | | | | | 313 136 |
| TD2B00000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOUT -2020 | OTA | 19/08/2015 | 21/08/2020 | | 5 ANS | 48 760 |
| TD2B00000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT -2020 | OTA | 23/09/2015 | 25/09/2020 | | 5 ANS | 10 000 |
| TD2B00000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO -2020 | OTA | 30/09/2015 | 02/10/2020 | | 5 ANS | 10 000 |
| TD2B00000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO -2020 | OTA | 28/10/2015 | 30/10/2020 | | 5 ANS | 15 000 |
| TD2K00000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS -2020 | OTA | 23/03/2016 | 25/03/2020 | | 4 ANS | 30 000 |
| TD2J00000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT -2019 | OTA | 07/09/2016 | 09/09/2019 | | 2 ANS | 5 000 |
| TD2A00000418 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN -2019 | OTA | 07/06/2017 | 10/06/2019 | | 2 ANS | 26 800 |
| Sous-total (OTA) | | | | | | 145 560 |
| Total | | | | | | 458 696 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIg : Encours des titres publics émis par adjudication au 28 février 2019*(en millions de FCFA)*

| Pays | BTA | | OTA | | Total | |
|--------------------|----------------|--------------|----------------|--------------|------------------|---------------|
| | volume | % | volume | % | volume | % |
| Cameroun | 117 000 | 8,11 | 14 770 | 1,02 | 131 770 | 9,14 |
| RCA | 9 500 | 0,66 | 0 | 0,00 | 9 500 | 0,66 |
| Congo | 59 610 | 4,13 | 0 | 0,00 | 59 610 | 4,13 |
| Gabon | 243 472 | 16,88 | 118 731 | 8,23 | 362 203 | 25,11 |
| Guinée Equatoriale | 129 500 | 8,98 | 291 000 | 20,18 | 420 500 | 29,16 |
| Tchad | 313 136 | 21,71 | 145 560 | 10,09 | 458 696 | 31,80 |
| CEMAC | 872 218 | 60,47 | 570 061 | 39,53 | 1 442 279 | 100,00 |

Source : BEAC/CRCT

Tableau IIIh : BTA émis par adjudication en fin février 2019

| Pays | Maturité | Code émission | Date d'émission | Date de règlement | Montant (millions de FCFA) | Taux Moyen Pondéré | Date de remboursement | Taux de Souscription |
|--------------------|-------------|---------------|--------------------------|--------------------------|----------------------------|--------------------|--------------------------|----------------------|
| Congo | 26 semaines | CGI20000186 | mercredi 30 janvier 2019 | vendredi 1 février 2019 | 8 000 | 6,56 | vendredi 2 août 2019 | 101,00 |
| Congo | 26 semaines | CGI20000194 | mercredi 13 février 2019 | vendredi 15 février 2019 | 11 000 | 6,69 | vendredi 16 août 2019 | 109,09 |
| Gabon | 13 semaines | GA110000791 | mercredi 6 février 2019 | vendredi 8 février 2019 | 10 000 | 3,83 | vendredi 10 mai 2019 | 298,21 |
| Gabon | 13 semaines | GA110000809 | mercredi 20 février 2019 | vendredi 22 février 2019 | 14 500 | 3,84 | vendredi 24 mai 2019 | 184,14 |
| Cameroun | 26 semaines | CM120000725 | mercredi 13 février 2019 | vendredi 15 février 2019 | 10 000 | 2,42 | vendredi 16 août 2019 | 504,93 |
| Cameroun | 52 semaines | CM130000427 | mercredi 30 janvier 2019 | vendredi 1 février 2019 | 10 000 | 2,72 | vendredi 31 janvier 2020 | 235,00 |
| Cameroun | 52 semaines | CM130000435 | mercredi 6 février 2019 | vendredi 8 février 2019 | 10 000 | 2,69 | vendredi 7 février 2020 | 235,00 |
| Gabon | 26 semaines | GA120000832 | mercredi 13 février 2019 | vendredi 15 février 2019 | 10 000 | 3,91 | vendredi 16 août 2019 | 205,75 |
| Gabon | 52 semaines | GA130000310 | mercredi 30 janvier 2019 | vendredi 1 février 2019 | 5 000 | 4,65 | vendredi 31 janvier 2020 | 200,00 |
| Guinée Equatoriale | 52 semaines | GQ130000627 | mercredi 6 février 2019 | vendredi 8 février 2019 | 13 000 | 9,18 | vendredi 7 février 2020 | 86,67 |
| Tchad | 26 semaines | TD120000396 | mercredi 30 janvier 2019 | vendredi 1 février 2019 | 10 530 | 6,50 | vendredi 2 août 2019 | 112,82 |
| Tchad | 26 semaines | TD120000404 | mercredi 6 février 2019 | vendredi 8 février 2019 | 10 800 | 6,31 | vendredi 9 août 2019 | 103,70 |
| Tchad | 26 semaines | TD120000412 | mercredi 20 février 2019 | vendredi 22 février 2019 | 11 575 | 6,07 | vendredi 23 août 2019 | 95,27 |
| Tchad | 52 semaines | TD130000361 | mercredi 13 février 2019 | vendredi 15 février 2019 | 3 000 | 5,00 | vendredi 14 février 2020 | 100,00 |
| Total | | | | | 137 405 | | | |

Tableau IIIi : Encours des OTA émis par adjudication à fin février 2019

| Pays | Maturité | Code émission | Date d'adjudication | Date de règlement | Montant (millions de FCFA) | Prix Moyen Pondéré | Date de remboursement | Taux de Souscription | TAUX FACIAL | Rendement |
|--------------------|----------|--------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|--------------------|----------------------------|----------------------|-------------|-----------|
| Tchad | 5 ANS | TD2B0000023 OTA 5 ANS 4,15% 21-AOÛT-2020 | mercredi 19 août 2015 | vendredi 21 août 2015 | 48 760,00 | 94,23 | vendredi 21 août 2020 | 97,52 | 4,15 | 4,4042 |
| Tchad | 5 ANS | TD2B0000041 OTA 5 ANS 4,1% 25-SEPT-2020 | mercredi 23 septembre 2015 | vendredi 25 septembre 2015 | 10 000,00 | 100,00 | vendredi 25 septembre 2020 | 40,00 | 4,10 | 4,1000 |
| Tchad | 5 ANS | TD2B0000051 OTA 5 ANS 4,1% 02-OCTO-2020 | mercredi 30 septembre 2015 | vendredi 2 octobre 2015 | 10 000,00 | 100,00 | vendredi 2 octobre 2020 | 40,00 | 4,10 | 4,1000 |
| Tchad | 5 ANS | TD2B0000069 OTA 5 ANS 4,1% 30-OCTO-2020 | mercredi 28 octobre 2015 | vendredi 30 octobre 2015 | 15 000,00 | 100,00 | vendredi 30 octobre 2020 | 100,00 | 4,10 | 4,1000 |
| Tchad | 4 ANS | TD2K0000015 OTA 4 ANS 4% 25-MARS-2020 | mercredi 23 mars 2016 | vendredi 25 mars 2016 | 30 000,00 | 98,00 | mercredi 25 mars 2020 | 102,00 | 4,00 | 4,0818 |
| Tchad | 3 ANS | TD2J0000026 OTA 3 ANS 4% 09-SEPT-2019 | mercredi 7 septembre 2016 | vendredi 9 septembre 2016 | 5 000,00 | 99,00 | lundi 9 septembre 2019 | 100,00 | 4,00 | 4,0407 |
| Tchad | 2 ANS | TD2A0000041 OTA 2 ANS 4,5% 10-JUIN-2019 | mercredi 7 juin 2017 | vendredi 9 juin 2017 | 26 800,00 | 100,00 | lundi 10 juin 2019 | 89,33 | 4,50 | 4,5000 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019 | mercredi 20 septembre 2017 | vendredi 22 septembre 2017 | 8 000,00 | 99,38 | lundi 23 septembre 2019 | 20,00 | 4,50 | 4,5290 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020 | mercredi 21 mars 2018 | vendredi 23 mars 2018 | 7 500,00 | 97,89 | lundi 23 mars 2020 | 100,00 | 4,50 | 4,6004 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#1 | mercredi 4 avril 2018 | vendredi 6 avril 2018 | 4 100,00 | 96,08 | lundi 23 mars 2020 | 27,36 | 4,50 | 4,6895 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000069 OTA 2 ANS 5% 25-MAI-2020 | mercredi 23 mai 2018 | vendredi 25 mai 2018 | 27 449,00 | 99,97 | lundi 25 mai 2020 | 78,43 | 5,00 | 5,0013 |
| Gabon | 3 ANS | GA2J0000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021 | mercredi 4 juillet 2018 | vendredi 6 juillet 2018 | 8 800,00 | 88,24 | lundi 5 juillet 2021 | 80,25 | 5,75 | 6,5180 |
| Gabon | 3 ANS | GA2J0000069 OTA 3 ANS 5,75% 05-JUIL-2021#1 | mercredi 1 août 2018 | vendredi 3 août 2018 | 5 000,00 | 75,44 | lundi 5 juillet 2021 | 66,67 | 5,75 | 7,6257 |
| Gabon | 5 ANS | GA2B0000026 | mercredi 1 août 2018 | vendredi 3 août 2018 | 10 000,00 | 100,00 | jeudi 3 août 2023 | 100,00 | 7,00 | 7,0000 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000041 OTA 2 ANS 4,5% 23-SEPT-2019 | mercredi 12 septembre 2018 | vendredi 14 septembre 2018 | 18 600,00 | 96,16 | lundi 23 septembre 2019 | 93,00 | 4,50 | 4,7193 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000051 OTA 2 ANS 4,5% 23-MARS-2020#2 | mercredi 24 octobre 2018 | vendredi 26 octobre 2018 | 3 282,00 | 91,76 | lundi 23 mars 2020 | 21,88 | 4,50 | 4,9170 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000051 | mercredi 28 novembre 2018 | vendredi 30 novembre 2018 | 15 000,00 | 101,77 | lundi 23 mars 2020 | 136,67 | 4,50 | 4,4189 |
| Gabon | 2 ANS | GA2A0000051 | mercredi 12 décembre 2018 | vendredi 14 décembre 2018 | 11 000,00 | 99,39 | lundi 23 mars 2020 | 93,60 | 4,50 | 4,5285 |
| Cameroun | 3 ANS | CM2J0000014 | mercredi 20 février 2019 | vendredi 22 février 2019 | 14 770,00 | 98,52 | mardi 22 février 2022 | 78,20 | 3,70 | 3,7563 |
| Guinée Equatoriale | 2 ANS | GQ2A0000015 OTA 2 ans 5% 13 février 2021 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | samedi 13 février 2021 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 3 ANS | GQ2J0000016 OTA 3 ans 5% 13 février 2022 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | dimanche 13 février 2022 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 4 ANS | GQ2K0000013 OTA 4 ans 5% 13 février 2023 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | lundi 13 février 2023 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 5 ANS | GQ2B0000014 OTA 5 ans 5% 13 février 2024 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | mardi 13 février 2024 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 6 ANS | GQ2L0000012 OTA 6 ans 5% 13 février 2025 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | jeudi 13 février 2025 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 7 ANS | GQ2C0000013 OTA 7 ans 5% 13 février 2026 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | vendredi 13 février 2026 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 8 ANS | GQ2M0000011 OTA 8 ans 5% 13 février 2027 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | samedi 13 février 2027 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 9 ANS | GQ2N0000010 OTA 9 ans 5% 13 février 2028 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | dimanche 13 février 2028 | | 5,00 | - |
| Guinée Equatoriale | 10 ANS | GQ2D0000012 OTA 10 ans 5% 13 février 2029 | mercredi 13 février 2019 | mercredi 13 février 2019 | 32 333,33 | | mardi 13 février 2029 | | 5,00 | - |

IV. AUTRES STATISTIQUES

Tableau IVa : Évolution des taux d'intérêt de la BEAC et du taux créditeur minimum

(en %)

Ancien système

| Dates | Taux des appels d'offres (TIAO) | Taux des prises en pension (TIPP) | Taux de pénalité des banques (TPB) | Taux des avances aux Trésors | Taux de pénalité aux Trésors (TPT) | Taux de rémunération des réserves | Taux d'intérêt sur placements négatifs à 7 jours (TISP) | Taux d'intérêt sur placements négatifs à 28 jours (TISP) | Taux d'intérêt sur placements négatifs à (TISP) | Taux Créditeur Minimum (TCM) | Taux Débiteur Maximum (TDM) | Taux des FGF (TISPP ₀) | Taux des MSRB (TISPP ₁) | Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂) |
|------------------|---------------------------------|-----------------------------------|------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------|-----------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------|
| 3 juillet 2008 | 5,50 | 7,25 | 12,00 | 5,50 | 10,00 | 0,50 | 2,200 | 2,2625 | 2,325 | 3,25 | - | 3,65 | 3,45 | 3,15 |
| 23 oct. 2008 | 5,50 | 7,25 | 12,00 | 5,50 | 10,00 | 0,15 | 2,200 | 2,2625 | 2,325 | 3,25 | - | 3,35 | 3,15 | 2,65 |
| 18 déc. 2008 | 4,75 | 6,50 | 12,00 | 4,75 | 10,00 | 0,15 | 1,300 | 1,3625 | 1,425 | 3,25 | - | 2,20 | 2,00 | 1,40 |
| 26 mars 2009 | 4,50 | 6,25 | 12,00 | 4,50 | 10,00 | 0,10 | 1,000 | 1,0625 | 1,125 | 3,25 | - | 1,90 | 1,70 | 1,10 |
| 2 juillet 2009 | 4,25 | 6,00 | 10,00 | 4,25 | 10,00 | 0,05 | 0,850 | 0,9125 | 0,975 | 3,25 | - | 1,25 | 1,05 | 0,85 |
| 29 juillet 2010 | 4,00 | 5,75 | 10,00 | 4,00 | 10,00 | 0,05 | 0,600 | 0,6625 | 0,725 | 3,25 | - | 1,25 | 0,85 | 0,60 |
| 1 novembre 2011 | 4,00 | 5,75 | 10,00 | 4,00 | 10,00 | 0,05 | 0,600 | 0,6625 | 0,725 | 3,25 | - | 1,50 | 1,10 | 0,85 |
| 19 décembre 2011 | 4,00 | 5,75 | 10,00 | 4,00 | 10,00 | 0,05 | 0,600 | 0,6625 | 0,725 | 3,25 | - | 1,25 | 0,85 | 0,60 |
| 30 juillet 2012 | 4,00 | 5,75 | 10,00 | 4,00 | 10,00 | 0,05 | 0,350 | 0,4125 | 0,475 | 3,25 | - | 1,00 | 0,60 | 0,35 |
| 22 juillet 2013 | 3,50 | 5,25 | 10,00 | 3,50 | 10,00 | 0,05 | 0,100 | 0,1625 | 0,225 | 3,25 | - | 0,75 | 0,35 | 0,10 |
| 31 octobre 2013 | 3,25 | 5,00 | 10,00 | 3,25 | 10,00 | 0,05 | 0,100 | 0,1625 | 0,225 | 2,75 | - | 0,75 | 0,35 | 0,10 |
| 18 décembre 2013 | 3,25 | 5,00 | 10,00 | 3,25 | 10,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,75 | - | 0,50 | 0,10 | 0,00 |
| 9 juillet 2014 | 2,95 | 4,70 | 10,00 | 2,95 | 10,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,75 | - | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 9 juillet 2015 | 2,95 | 4,70 | 10,00 | 2,95 | 10,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,75 | - | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 10 juillet 2017 | 2,45 | 4,20 | 10,00 | 2,45 | 10,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,45 | - | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 22 mars 2017 | 2,95 | 4,70 | 10,00 | 2,45 | 10,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,45 | - | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 11 juillet 2017 | 2,95 | 4,70 | 7,00 | 2,45 | 7,00 | 0,05 | 0,000 | 0,0625 | 0,125 | 2,45 | - | 0,40 | 0,05 | 0,00 |

Nouveau système

| Dates | Taux des appels d'offres (TIAO) | Taux de Facilité de Prêt Marginal (TFPM) | Taux de Facilité de Dépôt (TPD) | Taux de pénalité aux Banques (TPB) | Taux de rémunération des réserves obligatoires | Taux Créditeur Minimum (TCM) | Taux des FGF (TISPP ₀) | Taux des MSRB (TISPP ₁) | Taux des dépôts spéciaux (TDS/TISPP ₂) |
|------------------|---------------------------------|------------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------|------------------------------------------------|------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------|----------------------------------------------------|
| 11 juillet 2018 | 2,95 | 4,70 | 0,00 | 7,00 | 0,05 | 2,45 | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 31 octobre 2018 | 3,50 | 5,25 | 0,00 | 7,55 | 0,05 | 2,45 | 0,40 | 0,05 | 0,00 |
| 18 décembre 2018 | 3,50 | 6,00 | 0,00 | 8,30 | 0,05 | 2,45 | 0,40 | 0,05 | 0,00 |

Tableau IVb : Évolution des coefficients et du taux de rémunération des réserves obligatoires

| Rubriques | 03.07.08 25.03.09 | 26.03.09 01.07.09 | 02.07.09 06.04.16 | Rubriques | 07.04.16 30.11.16 | 01.12.16 31.05.17 | Rubriques | 01.06.17 au..... |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------|
| I - Coefficients des réserves obligatoires (2) | | | | I - Coefficients des réserves obligatoires ^(*) | | | I - Coefficients des réserves obligatoires ^(***) | |
| - <i>Groupe I : Pays à situation de liquidité abondante (Congo et Guinée Equatoriale)</i> | | | | - <i>Groupe I : Etats en situation de liquidité satisfaisante (Cameroun, Congo Gabon et Guinée Equatoriale)</i> | | | - <i>Exigibilités à vue</i> | |
| 1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV) | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV) | 5,875 | 5,875 | 1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards | 0,00 |
| 2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT) | 10,5 | 10,50 | 10,50 | 2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT) | 4,625 | 4,625 | 2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards | 3,00 |
| - <i>Groupe II : Pays à situation de liquidité satisfaisante (Cameroun et Gabon)</i> | | | | - <i>Groupe II : Etats en situation de liquidité suffisante (Tchad) ^(***)</i> | | | 3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards | 7,25 |
| 1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV) | 11,75 | 11,75 | 11,75 | 1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV) | 3,875 | - | - <i>Exigibilités à terme</i> | |
| 2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT) | 9,25 | 9,25 | 9,25 | 2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT) | 2,625 | - | 1. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette inférieure à 16,5 milliards | 0,00 |
| - <i>Groupe III : Pays à situation de liquidité fragile (Tchad)</i> | | | | | | | 2. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette comprise entre 16,5 et 41 milliards | 2,00 |
| 1. Coefficient applicable sur les dépôts à vue (DAV) | 9,00 | 7,75 | 7,75 | | | | 3. Coefficient applicable sur la tranche de l'assiette supérieure à 41 milliards | 5,25 |
| 2. Coefficient applicable sur les dépôts à terme (DAT) | 6,5 | 5,25 | 5,25 | | | | | |
| II - Taux de rémunération des réserves obligatoires | 0,15 | 0,10 | 0,05 | II - Taux de rémunération des réserves obligatoires | 0,05 | 0,05 | II - Taux de rémunération des réserves obligatoires | 0,05 |

(1) A compter du 03/03/2006, aux fins du calcul des réserves obligatoires, les pays de la CEMAC ont été séparés de deux à trois groupes en fonction de leur situation de liquidité. Le Gouverneur a décidé, le 22 mai 2003, d'exempter les banques de la RCA de la constitution des réserves obligatoires.

(2) A titre d'information, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques de l'UEMOA a été uniformisé depuis le 16 décembre 2010 et s'établit à 5 % depuis le 16 mars 2012. Pour la BCE, l'assiette des réserves obligatoires est définie en relation avec les données bilantielles. On distingue trois catégories d'exigibilités : les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 2% ; les exigibilités incluses dans l'assiette des réserves et auxquelles s'applique un taux de 0% et les exigibilités exclues de l'assiette des réserves.

(*) Depuis le 06 avril 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés à 2 au lieu de 3. Aussi, les coefficients de réserves obligatoires ont été réduits de moitié.

(**) Par décision N°02/CPM/2016 du CPM du 23 novembre 2016, les Groupes des Etats de la CEMAC ont été ramenés de 2 à 1. Aussi, les banques de la RCA et du Tchad sont exemptées de la constitution des réserves obligatoires.

(***) Par décision N°03/CPM/2017 du CPM du 22 mars 2017, les coefficients applicables sur les réserves obligatoires ont été fixés selon des seuils minimums des éléments constitutifs de l'assiette de calcul des réserves obligatoires.

Tableau IVc : Évolution des taux directeurs des pays partenaires de la CEMAC

(Situation en fin de période)

(En pourcentage)

| Pays/Régions | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Dates de la dernière modification |
|------------------------------------------|---------|-------|-------|-------|-------|---------|-------|-----------|---------|----------|----------|---------|---------|-----------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| BCEAO | | | | | | | | | | | | | | |
| . Taux d'appel d'offres | | | | | | | | | | | | | | |
| - injections de liquidité ⁽²⁾ | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 2,50 | 17 septembre 2013 |
| - reprises de liquidité | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | - | |
| . Taux du guichet de prêt marginal | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 4,50 | 16 décembre 2016 |
| ZONE EURO ⁽³⁾ | | | | | | | | | | | | | | |
| . Taux d'appel d'offres | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 16 mars 2016 |
| . Facilité de prêt marginal | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 16 mars 2016 |
| . Facilité de dépôts | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | -0,40 | 16 mars 2016 |
| ROYAUME-UNI | | | | | | | | | | | | | | |
| . Prêts maisons d'escompte | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,50 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 0,75 | 02 août 2018 |
| CHINE | | | | | | | | | | | | | | |
| . Taux de référence d'emprunt | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 4,35 | 23 octobre 2015 |
| ETATS-UNIS | | | | | | | | | | | | | | |
| . Taux d'intérêt de la FED | 1,50 | 1,50 | 1,75 | 1,75 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 2,00 | 13 juin 2018 |
| NIGERIA | | | | | | | | | | | | | | |
| Taux de la Politique Monétaire | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 14,00 | 26 juillet 2016 |
| Taux de Facilité de Dépôt | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 9,00 | 26 juillet 2016 |
| Taux de Facilité de Prêt Marginal | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 16,00 | 26 juillet 2016 |

(1) Sources : BDF, BCEAO, OCDE, BFCE-multidevises, Internet, etc...

(2) Taux minimum de soumission aux appels d'offres.

(3) Groupe de pays utilisant l'Euro comme monnaie : France, Belgique, Espagne, Allemagne, Italie, Hollande, Finlande, Portugal, Luxembourg, Irlande, Autriche, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie et Estonie.

(4) Objectif implicite.

Tableau IVd : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Cameroun

(En millions de FCFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 80 658 | 65 013 | 18 434 | 38 504 | 29 615 | 52 524 | 28 235 | 23 550 | 42 441 | 89 988 | 37 585 | 28 496 | 27 478 | -53 180 |
| a/ Postes du Passif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 1 064 517 | 1 086 298 | 1 084 397 | 1 060 558 | 1 068 187 | 1 076 700 | 1 093 392 | 1 122 532 | 1 142 340 | 1 170 449 | 1 250 722 | 1 190 643 | 1 162 253 | 97 736 |
| . Réserves flottantes : | 893 925 | 857 132 | 776 558 | 851 650 | 780 936 | 780 954 | 796 574 | 756 233 | 653 892 | 819 792 | 877 534 | 942 104 | 996 047 | 102 121 |
| - Comptes courants des Ets de crédit | 893 925 | 857 132 | 776 558 | 851 650 | 780 936 | 780 954 | 796 574 | 756 233 | 653 892 | 819 792 | 877 534 | 942 104 | 996 047 | 102 121 |
| - dépôts et placements Marché Monétaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Engagements extérieurs | 54 005 | 53 999 | 51 252 | 51 252 | 51 267 | 51 248 | 51 248 | 51 261 | 51 282 | 51 248 | 52 290 | 51 248 | 51 248 | -2 757 |
| . FMI-Allocations de DTS | 137 651 | 137 190 | 138 436 | 140 805 | 140 295 | 139 193 | 139 861 | 140 151 | 141 998 | 141 597 | 141 191 | 141 776 | 142 393 | 4 742 |
| . Divers-passifs | -111 430 | -110 376 | -110 843 | -110 878 | -109 822 | -110 323 | -110 006 | -97 240 | -82 114 | -104 811 | -63 707 | -70 473 | -36 480 | 74 950 |
| b/ Postes d'actif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Disponibilités extérieures brutes | 1 796 197 | 1 819 118 | 1 717 798 | 1 725 530 | 1 680 500 | 1 655 722 | 1 692 561 | 1 688 948 | 1 686 080 | 1 707 289 | 1 968 781 | 1 941 517 | 1 996 205 | 200 008 |
| . Autres créances sur l'extérieur | 83 245 | 82 929 | 83 944 | 85 447 | 84 282 | 83 462 | 83 387 | 83 125 | 85 087 | 84 984 | 85 603 | 86 972 | 87 013 | 3 768 |
| . Créances sur l'Etat (net) | 58 208 | 33 922 | 102 372 | 127 356 | 117 074 | 129 424 | 150 486 | 161 149 | 77 946 | 179 842 | 148 610 | 182 161 | 188 760 | 130 552 |
| . Divers-Actifs | 20 361 | 23 262 | 17 252 | 16 550 | 19 392 | 16 641 | 16 400 | 16 165 | 15 844 | 16 172 | 17 451 | 16 152 | 16 006 | -4 355 |
| II. Concours du marché monétaire | 80 658 | 65 013 | 18 434 | 38 504 | 29 615 | 52 524 | 28 235 | 23 550 | 42 441 | 89 988 | 37 585 | 28 496 | 27 478 | -53 180 |
| . Appels d'offres positifs | 80 658 | 65 013 | 18 434 | 38 476 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -80 658 |
| . OPL (1), pensions et autres | 0 | 0 | 0 | 28 | 29 615 | 52 524 | 28 235 | 23 550 | 42 441 | 89 988 | 37 585 | 28 496 | 27 478 | 27 478 |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPL).

Tableau IVe : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Centrafrique

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 542 | 523 | 504 | 485 | 414 | 414 | 488 | 540 | 521 | 316 | 297 | 277 | 258 | -285 |
| a/ Postes du Passif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 167 846 | 165 592 | 170 979 | 173 187 | 177 398 | 177 398 | 183 588 | 181 520 | 183 449 | 186 269 | 193 579 | 189 427 | 192 027 | 24 181 |
| . Réserves flottantes : | 30 647 | 34 559 | 22 252 | 22 106 | 25 520 | 25 520 | 27 893 | 31 361 | 36 793 | 38 261 | 36 468 | 37 222 | 37 759 | 7 113 |
| - Comptes courants des Ets de crédit | 30 647 | 34 559 | 22 252 | 22 106 | 25 520 | 25 520 | 27 893 | 31 361 | 36 793 | 38 261 | 36 468 | 37 222 | 37 759 | 7 113 |
| - dépôts et placements Marché Monétaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| . Engagements extérieurs | 21 277 | 21 589 | 20 741 | 20 571 | 20 405 | 20 405 | 20 656 | 20 210 | 21 407 | 20 614 | 20 780 | 20 773 | 20 367 | -911 |
| . FMI-Allocations de DTS | 41 442 | 41 303 | 41 678 | 42 392 | 42 238 | 42 238 | 42 108 | 42 195 | 42 751 | 42 630 | 42 508 | 42 684 | 42 870 | 1 428 |
| . Divers-passifs | 39 122 | 39 377 | 40 892 | 38 559 | 38 447 | 38 447 | 37 948 | 38 357 | 37 793 | 37 558 | 27 198 | 28 514 | 28 400 | -10 721 |
| b/ Postes d'actif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Disponibilités extérieures brutes | 174 944 | 174 017 | 171 131 | 163 231 | 175 889 | 175 889 | 203 870 | 196 810 | 193 213 | 191 551 | 204 032 | 194 066 | 190 814 | 15 869 |
| . Autres créances sur l'extérieur | 28 151 | 27 670 | 27 932 | 28 525 | 28 655 | 28 655 | 27 873 | 27 769 | 28 457 | 29 546 | 31 028 | 29 711 | 29 731 | 1 580 |
| . Créances sur l'Etat (net) | 88 304 | 91 713 | 89 718 | 97 549 | 91 856 | 91 856 | 72 821 | 81 481 | 93 096 | 96 926 | 77 826 | 87 698 | 93 613 | 5 308 |
| . Divers-Actifs | 8 392 | 8 496 | 7 257 | 7 025 | 7 194 | 7 194 | 7 142 | 7 042 | 6 905 | 6 992 | 7 350 | 6 867 | 7 008 | -1 384 |
| II. Concours du marché monétaire | 52 | 52 | 52 | 52 | 0 | 0 | 113 | 185 | 185 | 0 | 0 | 0 | 0 | -52 |
| . OPIL (1), pensions et autres | 52 | 52 | 52 | 52 | 0 | 0 | 113 | 185 | 185 | 0 | 0 | 0 | 0 | -52 |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVf : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Congo

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|----------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 90 901 | 91 401 | 90 472 | 90 472 | 89 722 | 85 698 | 101 848 | 101 848 | 98 169 | 89 749 | 82 900 | 79 238 | 73 771 | -17 130 |
| a/ Postes du Passif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 507 568 | 469 840 | 452 984 | 452 822 | 455 407 | 451 472 | 451 562 | 451 562 | 455 599 | 448 419 | 446 403 | 494 623 | 447 952 | -59 617 |
| . Réserves flottantes : | 220 008 | 228 790 | 201 119 | 194 339 | 188 401 | 219 638 | 234 238 | 234 238 | 236 206 | 259 409 | 210 492 | 243 293 | 272 476 | 52 467 |
| - Comptes courants des Ets de crédit | 219 953 | 228 735 | 201 063 | 194 284 | 188 346 | 219 582 | 234 182 | 234 182 | 236 151 | 259 354 | 210 436 | 243 238 | 272 420 | 52 467 |
| - dépôts et placements Marché Monétaire | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 0 |
| . Engagements extérieurs | 13 902 | 14 660 | 14 613 | 14 639 | 13 864 | 13 928 | 13 905 | 13 905 | 13 910 | 13 845 | 13 893 | 14 211 | 13 868 | -34 |
| . FMI-Allocations de DTS | 62 072 | 61 144 | 61 880 | 61 672 | 62 233 | 63 297 | 63 068 | 63 068 | 63 004 | 63 834 | 63 654 | 63 471 | 64 011 | 1 940 |
| . Divers-passifs | 9 765 | -2 177 | -2 605 | 611 | -412 | -594 | 1 635 | 1 635 | 3 308 | 3 047 | 8 380 | 49 721 | 35 903 | 26 138 |
| b/ Postes d'actif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Disponibilités extérieures brutes | 152 816 | 115 343 | 101 272 | 83 673 | 70 951 | 68 303 | 79 048 | 79 048 | 129 419 | 140 656 | 148 617 | 185 349 | 190 987 | 38 171 |
| . Autres créances sur l'extérieur | 76 774 | 75 720 | 76 315 | 76 339 | 77 355 | 78 781 | 77 891 | 77 891 | 77 455 | 78 797 | 78 866 | 78 671 | 79 700 | 2 926 |
| . Créances sur l'Etat (net) | 481 295 | 477 587 | 447 860 | 461 517 | 470 184 | 476 186 | 490 839 | 490 839 | 455 403 | 468 620 | 421 630 | 510 953 | 478 776 | -2 519 |
| . Divers-Actifs | 11 530 | 12 205 | 12 071 | 12 082 | 11 281 | 38 772 | 14 782 | 14 782 | 11 582 | 10 732 | 10 810 | 11 108 | 10 977 | -553 |
| II. Concours du marché monétaire | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 30 000 | 46 900 | 46 900 | 44 400 | 44 980 | 40 912 | 40 912 | 35 000 | 5 000 |
| . Appels d'offres positifs | 24 150 | 23 650 | 23 650 | 23 650 | 23 650 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -24 150 |
| . OPIL (1), pensions et autres | 5 850 | 6 350 | 6 350 | 6 350 | 6 350 | 30 000 | 46 900 | 46 900 | 44 400 | 44 980 | 40 912 | 40 912 | 35 000 | 29 150 |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidités (OPIL).

Tableau IVg : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Gabon

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 46 000 | 42 000 | 39 500 | 37 500 | 35 000 | 19 000 | 19 000 | 27 500 | 27 500 | 147 000 | 23 000 | 26 000 | 26 000 | -20 000 |
| a/ Postes du Passif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 389 210 | 389 975 | 392 252 | 400 124 | 416 220 | 421 114 | 421 114 | 456 065 | 460 593 | 173 228 | 481 174 | 458 916 | 462 308 | 73 098 |
| . Réserves flottantes : | 270 346 | 358 143 | 355 421 | 334 114 | 343 216 | 320 203 | 320 203 | 329 371 | 376 960 | 248 912 | 341 278 | 439 286 | 435 228 | 164 882 |
| -Comptes courants des Ets de crédit | 270 346 | 358 143 | 355 421 | 334 114 | 343 216 | 320 203 | 320 203 | 329 371 | 376 960 | 248 912 | 341 278 | 439 286 | 435 228 | 164 882 |
| -dépôts et placements Marché Monétaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| .Engagements extérieurs | 26 810 | 26 812 | 26 773 | 25 350 | 25 349 | 25 312 | 25 312 | 25 288 | 25 267 | 24 756 | 25 734 | 25 237 | 25 219 | -1 591 |
| .FMI-Allocations de DTS | 112 576 | 113 930 | 113 549 | 114 580 | 116 541 | 116 118 | 116 118 | 116 000 | 117 528 | 24 994 | 116 860 | 117 345 | 117 855 | 5 279 |
| .Divers-passifs | 4 180 | -2 313 | -2 163 | -1 426 | -3 297 | -1 765 | -1 765 | -893 | -1 860 | 16 364 | 37 815 | 27 001 | 29 827 | 25 646 |
| b/ Postes d'actif | | | | | | | | | | | | | | |
| .Disponibilités extérieures brutes | 416 628 | 412 435 | 347 912 | 368 321 | 376 202 | 339 798 | 339 798 | 397 328 | 408 173 | -21 554 | 649 637 | 615 498 | 547 502 | 130 875 |
| .Autres créances sur l'extérieur | 136 716 | 137 870 | 137 632 | 138 893 | 141 436 | 140 558 | 140 558 | 139 953 | 142 168 | 47 126 | 141 940 | 143 736 | 143 293 | 6 576 |
| .Créances sur l'Etat (net) | 190 401 | 281 103 | 347 618 | 316 538 | 334 497 | 368 599 | 368 599 | 350 587 | 390 139 | 310 373 | 176 543 | 271 993 | 343 211 | 152 810 |
| .Divers-Actifs | 13 378 | 13 139 | 13 170 | 11 490 | 10 894 | 13 028 | 13 028 | 10 463 | 10 508 | 5 310 | 11 740 | 10 557 | 10 432 | -2 946 |
| II. Concours du marché monétaire | 46 000 | 42 000 | 39 500 | 37 500 | 35 000 | 19 000 | 19 000 | 27 500 | 27 500 | 20 500 | 23 000 | 26 000 | 26 000 | -20 000 |
| .Appels d'offres positifs | 46 000 | 42 000 | 39 500 | 37 500 | 35 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -46 000 |
| .OPIL (1), pensions et autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 19 000 | 19 000 | 27 500 | 27 500 | 20 500 | 23 000 | 26 000 | 26 000 | 26 000 |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVh : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Guinée Équatoriale

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|---------------|----------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 90 000 | 112 650 | 97 650 | 127 650 | 127 650 | 138 650 | 147 432 | 147 432 | 129 000 | 132 500 | 147 000 | 174 000 | 158 000 | 68 000 |
| a/ Postes du Passif | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 202 749 | 185 605 | 177 537 | 177 655 | 174 788 | 177 198 | 174 485 | 174 485 | 170 822 | 175 707 | 173 228 | 197 758 | 181 729 | -21 019 |
| . Réserves flottantes : | 313 450 | 286 615 | 294 811 | 277 058 | 231 210 | 243 408 | 273 758 | 273 758 | 268 490 | 215 112 | 248 912 | 351 517 | 302 694 | -10 756 |
| -Comptes courants des Ets de crédit | 313 450 | 286 615 | 294 811 | 277 058 | 231 210 | 243 408 | 273 758 | 273 758 | 268 490 | 215 112 | 248 912 | 351 517 | 302 694 | -10 756 |
| -dépôts et placements Marché Monétaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| .Engagements extérieurs | 24 692 | 26 083 | 26 083 | 26 083 | 24 756 | 24 756 | 24 756 | 24 756 | 24 756 | 24 756 | 24 756 | 25 249 | 24 747 | 55 |
| .FMI-Allocations de DTS | 24 373 | 24 009 | 24 298 | 24 216 | 24 436 | 24 854 | 24 764 | 24 764 | 24 739 | 25 065 | 24 994 | 24 923 | 25 135 | 762 |
| .Divers-passifs | 21 494 | 23 853 | 6 496 | 20 844 | 9 325 | 12 369 | 12 062 | 12 062 | 15 484 | 15 790 | 16 364 | 57 708 | 41 840 | 20 346 |
| b/ Postes d'actif | | | | | | | | | | | | | | |
| .Disponibilités extérieures brutes | -51 124 | -53 567 | -52 898 | -123 237 | -134 541 | -105 287 | -25 350 | -25 350 | -70 980 | -123 565 | -21 554 | -25 435 | -100 840 | -49 717 |
| .Autres créances sur l'extérieur | 45 969 | 45 282 | 45 824 | 45 670 | 46 085 | 46 870 | 46 700 | 46 700 | 46 649 | 47 263 | 47 126 | 46 991 | 47 386 | 1 417 |
| .Créances sur l'Etat (net) | 495 480 | 433 712 | 430 875 | 464 997 | 419 124 | 396 507 | 332 264 | 332 264 | 394 152 | 394 857 | 310 373 | 453 037 | 466 646 | -28 834 |
| .Divers-Actifs | 6 433 | 8 088 | 7 774 | 10 775 | 6 198 | 5 845 | 8 780 | 8 780 | 5 470 | 5 374 | 5 310 | 8 561 | 4 953 | -1 480 |
| II. Concours du marché monétaire | 90 000 | 112 650 | 97 650 | 127 650 | 127 650 | 138 650 | 147 432 | 147 432 | 129 000 | 132 500 | 147 000 | 174 000 | 158 000 | 68 000 |
| .Appels d'offres positifs | 90 000 | 112 650 | 97 650 | 127 650 | 127 650 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -90 000 |
| .OPIL (1), pensions et autres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 138 650 | 147 432 | 147 432 | 129 000 | 132 500 | 147 000 | 174 000 | 158 000 | 158 000 |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVi : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Etat : Tchad

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 180 600 | 199 913 | 199 913 | 192 413 | 198 358 | 181 560 | 181 560 | 160 016 | 164 143 | 160 300 | 159 500 | 150 504 | 138 750 | -41 850 | |
| <i>a/ Postes du Passif</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 413 987 | 400 117 | 418 833 | 420 872 | 425 347 | 414 905 | 414 905 | 424 095 | 429 417 | 436 496 | 450 590 | 438 891 | 453 743 | 39 756 | |
| . Réserves flottantes : | 57 164 | 88 611 | 55 648 | 48 881 | 58 572 | 35 539 | 35 539 | 68 341 | 70 843 | 75 579 | 63 225 | 110 884 | 95 431 | 38 267 | |
| -Comptes courants des Ets de crédit | 57 164 | 88 611 | 55 648 | 48 881 | 58 572 | 35 539 | 35 539 | 68 341 | 70 843 | 75 579 | 63 225 | 110 884 | 95 431 | 38 267 | |
| -dépôts et placements Marché Monétaire | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | |
| . Engagements extérieurs | 25 725 | 25 735 | 25 708 | 24 426 | 24 394 | 24 426 | 24 426 | 24 439 | 24 361 | 24 441 | 24 834 | 24 385 | 24 433 | -1 293 | |
| . FMI-Allocations de DTS | 41 143 | 41 638 | 41 498 | 41 875 | 42 591 | 42 437 | 42 437 | 42 394 | 42 952 | 42 831 | 42 708 | 42 885 | 43 072 | 1 929 | |
| . Divers-passifs | 38 528 | 38 140 | 45 998 | 42 701 | 42 568 | 44 562 | 44 562 | 50 189 | 50 173 | 50 434 | 63 811 | 43 005 | 41 979 | 3 450 | |
| <i>b/ Postes d'Actif</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| . Disponibilités extérieures brutes | -101 350 | -95 765 | -103 034 | -64 130 | -42 083 | -44 266 | -44 266 | -33 493 | -37 702 | -30 393 | 81 981 | 91 018 | 104 347 | 205 697 | |
| . Autres créances sur l'extérieur | 33 066 | 33 276 | 33 151 | 33 462 | 34 071 | 33 629 | 33 629 | 33 128 | 33 886 | 33 776 | 33 999 | 34 510 | 34 550 | 1 484 | |
| . Créances sur l'Etat (net) | 451 024 | 443 936 | 444 581 | 405 412 | 391 777 | 379 629 | 379 629 | 438 767 | 446 075 | 454 782 | 357 917 | 373 155 | 370 296 | -80 728 | |
| . Divers-Actifs | 13 206 | 12 882 | 13 074 | 11 597 | 11 348 | 11 318 | 11 318 | 11 040 | 11 345 | 11 315 | 11 772 | 10 862 | 10 713 | -2 493 | |
| II. Concours du marché monétaire | 180 600 | 199 913 | 199 913 | 192 413 | 198 358 | 181 560 | 181 560 | 160 016 | 164 143 | 160 300 | 159 500 | 150 504 | 138 750 | -41 850 | |
| . Appels d'offres positifs | 11 705 | 37 658 | 39 158 | 39 158 | 50 603 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -11 705 | |
| . OPIL (1), pensions et autres | 168 895 | 162 255 | 160 755 | 153 255 | 147 755 | 181 560 | 181 560 | 160 016 | 164 143 | 160 300 | 159 500 | 150 504 | 138 750 | -30 145 | |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVj : Évolution des facteurs autonomes de la liquidité bancaire

Ensemble CEMAC

(En millions de F CFA)

| | 2018 | | | | | | | | | | | | 2019 | | Variation février 19 - février 18 |
|-----------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------------------------------|
| | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | | |
| I. Facteurs autonomes (a-b) | 488 702 | 511 500 | 446 474 | 487 024 | 480 759 | 477 845 | 478 562 | 460 886 | 461 774 | 619 853 | 450 281 | 458 515 | 424 257 | -64 445 | |
| <i>a/ Postes du Passif</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| . Billets et pièces en circulation | 2 745 877 | 2 697 427 | 2 696 982 | 2 685 218 | 2 717 347 | 2 718 788 | 2 739 047 | 2 810 259 | 2 842 218 | 2 590 568 | 2 995 697 | 2 970 257 | 2 900 012 | 154 135 | |
| . Réserves flottantes : | 1 785 540 | 1 853 850 | 1 705 810 | 1 728 150 | 1 627 856 | 1 625 261 | 1 688 204 | 1 693 303 | 1 643 184 | 1 657 065 | 1 777 909 | 2 124 306 | 2 139 634 | 354 094 | |
| -Comptes courants des Ets de crédit | 1 785 484 | 1 853 795 | 1 705 754 | 1 728 094 | 1 627 800 | 1 625 205 | 1 688 149 | 1 693 247 | 1 643 128 | 1 657 010 | 1 777 854 | 2 124 251 | 2 139 579 | 354 094 | |
| -dépôts et placements Marché Monétaire | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 55 | 0 | |
| . Engagements extérieurs | 166 412 | 168 878 | 165 169 | 162 320 | 160 035 | 160 075 | 160 303 | 159 858 | 160 983 | 159 660 | 162 287 | 161 101 | 159 882 | -6 530 | |
| . FMI-Allocations de DTS | 419 256 | 419 214 | 421 338 | 425 540 | 428 333 | 428 139 | 428 357 | 428 572 | 432 971 | 340 952 | 431 916 | 433 083 | 435 336 | 16 080 | |
| . Divers-passifs | 1 659 | -13 496 | -22 224 | -9 590 | -23 191 | -17 304 | -15 563 | 4 110 | 22 785 | 18 381 | 89 860 | 135 475 | 141 469 | 139 810 | |
| <i>b/ Postes d'actif</i> | | | | | | | | | | | | | | | |
| . Disponibilités extérieures brutes | 2 388 112 | 2 371 581 | 2 182 181 | 2 153 387 | 2 126 918 | 2 090 159 | 2 245 661 | 2 303 292 | 2 308 202 | 1 863 984 | 3 031 494 | 3 002 013 | 2 929 015 | 540 903 | |
| . Autres créances sur l'extérieur | 403 921 | 402 747 | 404 798 | 408 337 | 411 884 | 411 955 | 410 038 | 408 566 | 413 701 | 321 492 | 418 563 | 420 590 | 421 672 | 17 751 | |
| . Créances sur l'Etat (net) | 1 764 712 | 1 761 973 | 1 863 024 | 1 873 369 | 1 824 512 | 1 842 201 | 1 794 638 | 1 855 087 | 1 856 810 | 1 905 401 | 1 492 899 | 1 878 997 | 1 941 301 | 176 590 | |
| . Divers-Actifs | 73 299 | 78 071 | 70 599 | 69 520 | 66 307 | 92 798 | 71 449 | 68 271 | 61 654 | 55 896 | 64 432 | 64 107 | 60 088 | -13 210 | |
| II. Concours du marché monétaire | 427 310 | 449 628 | 385 549 | 426 119 | 420 623 | 421 734 | 423 240 | 405 583 | 407 669 | 448 268 | 407 997 | 419 912 | 385 228 | -42 082 | |
| . Appels d'offres positifs | 252 565 | 281 023 | 218 444 | 266 486 | 236 903 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | -252 565 | |
| . OPIL (1), pensions et autres | 174 745 | 168 605 | 167 105 | 159 633 | 183 720 | 421 734 | 423 240 | 405 583 | 407 669 | 448 268 | 407 997 | 419 912 | 385 228 | 210 483 | |

(1) Depuis le 11 juin 2018, les appels d'offres positifs ont été abandonnés au profit de l'opération principale de liquidité (OPIL).

Tableau IVk : Évolution des avoirs officiels bruts en devises, du taux de couverture de la monnaie dans les pays de la Zone d'émission et de leur position en compte d'opérations auprès du Trésor français

| | | 2018 | | | | | | | | | | | 2019 | |
|---------------------------------------------------------------------------|---------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|------------------|
| | | Février | Mars | Avril | Mai | Juin | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | février |
| Avoirs officiels bruts en devises ^(a) (En millions de FCFA) | Cameroun | 1 879 442 | 1 902 047 | 1 801 742 | 2 605 838 | 1 764 782 | 1 739 184 | 1 775 948 | 1 772 074 | 1 771 167 | 2 605 479 | 2 054 384 | 2 028 489 | 2 083 217 |
| | Centrafrique | 203 096 | 201 688 | 199 063 | 237 678 | 204 544 | 221 417 | 231 742 | 224 579 | 221 670 | 267 640 | 235 060 | 223 777 | 220 545 |
| | Congo | 177 588 | 160 012 | 148 306 | 1 206 844 | 156 939 | 155 152 | 226 009 | 206 873 | 219 453 | 1 284 832 | 264 020 | 266 883 | 270 687 |
| | Gabon | 550 305 | 485 544 | 507 214 | 1 204 225 | 480 356 | 523 351 | 570 835 | 537 281 | 550 341 | 1 260 033 | 791 578 | 759 234 | 690 795 |
| | Guinée | | | | | | | | | | | | | |
| | Equatoriale | -7 074 | -77 566 | -88 457 | 580 996 | 21 350 | 19 537 | 15 820 | -24 331 | -76 302 | 660 981 | 21 556 | 22 635 | -53 454 |
| | Tchad | -62 490 | -69 884 | -30 668 | 195 768 | -10 637 | -22 968 | 1 971 | -366 | -3 816 | 206 519 | 115 980 | 125 528 | 138 898 |
| | Sces Centraux | 657 713 | 655 698 | 687 753 | 700 488 | 613 670 | 602 041 | 632 564 | 629 503 | 594 167 | 619 423 | 453 281 | 507 653 | 473 040 |
| | CEMAC | 3 398 580 | 3 257 539 | 3 224 953 | 6 731 836 | 3 231 005 | 3 237 714 | 3 454 889 | 3 345 613 | 3 276 680 | 6 904 907 | 3 935 860 | 3 934 197 | 3 823 728 |
| Taux de couverture de l'émission monétaire (en %) ^(b) | Cameroun | 71,23 | 71,84 | 72,22 | 71,78 | 71,46 | 70,56 | 71,71 | 72,18 | 72,08 | 70,31 | 75,56 | 75,43 | 76,91 |
| | Centrafrique | 82,38 | 82,33 | 83,11 | 81,89 | 82,75 | 83,75 | 84,29 | 84,02 | 83,75 | 83,67 | 81,36 | 81,14 | 80,85 |
| | Congo | 22,39 | 20,71 | 19,52 | 18,83 | 20,09 | 19,71 | 26,73 | 25,14 | 26,58 | 27,69 | 32,45 | 32,39 | 32,69 |
| | Gabon | 58,12 | 55,19 | 56,61 | 57,31 | 56,45 | 58,55 | 60,14 | 58,84 | 59,46 | 60,97 | 70,39 | 68,75 | 66,91 |
| | Guinée | | | | | | | | | | | | | |
| | Equatoriale | 6,41 | 6,22 | 6,16 | 6,17 | 6,03 | 7,93 | 7,82 | 7,73 | 7,63 | 7,14 | 7,11 | 7,13 | 6,86 |
| | Tchad | 5,10 | 5,28 | 5,33 | 5,34 | 7,87 | 7,59 | 7,45 | 7,31 | 7,02 | 6,67 | 16,72 | 17,58 | 19,38 |
| | | CEMAC | 57,46 | 56,40 | 57,23 | 57,19 | 56,15 | 55,98 | 58,35 | 58,04 | 57,07 | 58,06 | 61,31 | 61,87 |
| Position des États en Compte d'Opérations (En millions de FCFA) | Cameroun | 1 681 637 | 1 694 946 | 1 641 753 | 1 639 869 | 1 625 120 | 1 604 488 | 1 622 245 | 1 611 723 | 1 629 288 | 1 640 787 | 1 945 237 | 1 914 771 | 1 871 175 |
| | Centrafrique | 163 993 | 161 331 | 162 819 | 154 544 | 169 145 | 186 001 | 194 786 | 187 377 | 186 564 | 182 212 | 200 726 | 190 634 | 178 294 |
| | Congo | 94 088 | 76 941 | 66 878 | 64 064 | 75 176 | 74 126 | 141 284 | 122 567 | 135 089 | 141 974 | 182 407 | 184 158 | 178 413 |
| | Gabon | 384 697 | 321 746 | 350 407 | 356 615 | 325 318 | 368 465 | 410 136 | 376 125 | 391 518 | 409 531 | 638 948 | 604 081 | 510 487 |
| | Guinée | | | | | | | | | | | | | |
| | Equatoriale | -50 631 | -115 807 | -129 155 | -100 373 | -24 559 | -41 294 | -43 082 | | | | | | |
| | Tchad | -91 188 | -98 304 | -63 375 | -41 791 | -61 449 | -71 049 | -44 638 | -44 902 | -47 174 | -37 412 | 74 426 | 84 614 | 95 491 |
| | Sces Centraux | 575 737 | 576 406 | 630 094 | 612 426 | 521 932 | 517 098 | 557 334 | 559 594 | 506 104 | 523 874 | 350 489 | 417 563 | 404 098 |
| | CEMAC | 2 758 332 | 2 617 258 | 2 659 421 | 2 685 353 | 2 630 682 | 2 637 835 | 2 838 065 | 2 732 975 | 2 671 099 | 2 832 295 | 3 359 889 | 3 366 205 | 3 139 097 |

(a) Les avoirs officiels bruts en devises comprennent le solde créditeur en Compte d'Opérations, les avoirs en devises, l'encaisse-or et les avoirs en DTS (Situation Comptable mensuelle de la BEAC).

(b) Rapport entre les avoirs officiels bruts en devises (y compris la souscription de la quote-part au FMI en devises) et le total des engagements à vue de la Banque Centrale (circulation fiduciaire, solde débiteur en Compte d'Opérations, comptes-courants et dépôts spéciaux des institutions financières et des Trésors Publics). Le minimum statutaire est de 20 %.

Tableau IV1 : Situation comptable de la BEAC au 28 février 2019 (actif)

| Postes ou lignes | Zone | Services Centraux | Cameroun | Centrafrique | Congo | Gabon | Guinée Equatoriale | Tchad |
|----------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|--------------------------|------------------------|------------------------|
| DISPONIBILITES EXTERIEURES | 3 306 426 075 555 | 377 411 159 970 | 1 996 204 762 001 | 190 813 578 159 | 190 987 068 818 | 547 502 281 765 | -100 840 209 731 | 104 347 434 573 |
| Avoirs Extérieurs à vue | 3 125 834 817 592 | 377 411 159 970 | 1 872 651 599 997 | 179 040 863 128 | 179 206 528 887 | 513 794 982 673 | -94 312 491 525 | 98 042 174 461 |
| Billets Etrangers | 13 834 237 374 | 410 337 154 | 1 476 483 772 | 746 669 292 | 793 829 316 | 3 308 174 625 | 4 547 818 278 | 2 550 924 937 |
| Correspondants Hors Zone d'Emission | -27 096 736 282 | -27 096 736 282 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Trésor Français | 3 139 097 316 500 | 404 097 559 098 | 1 871 175 116 225 | 178 294 193 836 | 178 412 699 571 | 510 486 808 048 | -98 860 309 803 | 95 491 249 524 |
| Compte d'Opérations | 3 139 097 316 500 | 404 097 559 098 | 1 871 175 116 225 | 178 294 193 836 | 178 412 699 571 | 510 486 808 048 | -98 860 309 803 | 95 491 249 524 |
| Compte Spécial de Nivellement | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres avoirs extérieurs (SDM) | 180 591 257 963 | 0 | 123 553 162 004 | 11 772 715 031 | 11 780 539 931 | 33 707 299 092 | -6 527 718 206 | 6 305 260 112 |
| Comptes Courants Chez Correspondants Etrangers | 180 591 257 963 | 0 | 123 553 162 004 | 11 772 715 031 | 11 780 539 931 | 33 707 299 092 | -6 527 718 206 | 6 305 260 112 |
| Opérations sur le Marché Financier | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| ENCAISSE-OR | 153 466 528 501 | 95 559 548 877 | 22 772 259 829 | 8 458 462 580 | 8 458 594 101 | 9 759 408 840 | 0 | 8 458 254 274 |
| FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL | 363 834 960 401 | 69 662 733 | 64 240 264 866 | 21 272 595 648 | 71 240 955 865 | 133 533 308 564 | 47 386 325 519 | 26 091 847 206 |
| Quotes-Parts en Devises | 198 196 746 981 | 0 | 51 928 571 240 | 20 222 990 869 | 30 374 599 969 | 39 257 565 584 | 30 424 202 656 | 25 988 816 663 |
| Avoirs en D.T.S. | 165 638 213 420 | 69 662 733 | 12 311 693 626 | 1 049 604 779 | 40 866 355 896 | 94 275 742 980 | 16 962 122 863 | 103 030 543 |
| CREANCES SUR LES BANQUES | 424 256 554 656 | 0 | 27 478 000 000 | 257 723 675 | 73 770 830 981 | 26 000 000 000 | 158 000 000 000 | 138 750 000 000 |
| Concours du Marché Monétaire : Guichet A | 385 228 000 001 | 0 | 27 478 000 000 | 0 | 35 000 000 001 | 26 000 000 000 | 158 000 000 000 | 138 750 000 000 |
| Appels d'Offres | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Pensions et Autres | 385 228 000 001 | 0 | 27 478 000 000 | 0 | 35 000 000 001 | 26 000 000 000 | 158 000 000 000 | 138 750 000 000 |
| Avances à Moyen Terme Irrévocables : Guichet B | 39 028 554 655 | 0 | 0 | 257 723 675 | 38 770 830 980 | 0 | 0 | 0 |
| Créances Impayées | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CREANCES SUR LES TRESORS NATIONAUX | 2 772 864 124 990 | 0 | 577 264 562 568 | 81 157 400 301 | 572 452 158 427 | 452 952 158 427 | 609 155 244 403 | 479 882 600 864 |
| Avances en Comptes Courants (Art. 18) | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Avances Exceptionnelles | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Crédits à l'Economie Consolidés sur l'Etat | 2 772 864 124 990 | 0 | 577 264 562 568 | 81 157 400 301 | 572 452 158 427 | 452 952 158 427 | 609 155 244 403 | 479 882 600 864 |
| CONTREPARTIE DES ALLOCATIONS DE DTS VERSEES AUX ETATS | 178 994 132 332 | 0 | 110 579 050 008 | 35 068 680 472 | 0 | 0 | 0 | 33 346 401 852 |
| VALEURS IMMOBILISEES | 441 293 199 833 | 400 798 897 628 | 9 906 428 502 | 4 138 717 213 | 8 171 384 966 | 5 094 878 037 | 4 916 927 535 | 8 265 965 952 |
| Immobilisations Financières | 208 666 967 322 | 180 910 241 054 | 7 535 634 844 | 3 102 656 654 | 6 650 952 847 | 2 583 588 512 | 3 014 235 867 | 4 869 657 544 |
| Créances sur le Personnel | 45 533 172 926 | 17 845 752 536 | 7 504 235 257 | 3 098 200 479 | 6 640 898 501 | 2 583 376 312 | 3 014 235 867 | 4 846 473 974 |
| Créances sur les Autres Banques Centrales | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Titres de Participations | 42 730 338 280 | 42 730 338 280 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres Immobilisations Financières | 120 403 456 116 | 120 334 150 238 | 31 399 587 | 4 456 175 | 10 054 346 | 212 200 | 0 | 23 183 570 |
| Immobilisations Incorporelles | 11 603 925 087 | 11 603 919 087 | 6 000 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Immobilisations Corporelles | 220 998 728 973 | 208 261 159 036 | 2 370 787 658 | 1 036 060 559 | 1 520 432 119 | 2 511 289 525 | 1 902 691 668 | 3 396 308 408 |
| Autres immobilisations | 23 578 451 | 23 578 451 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| AUTRES ACTIFS | 36 332 529 034 | 36 332 529 034 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| DEBITEURS DIVERS | 22 114 608 239 | 2 520 614 850 | 6 099 220 303 | 2 869 147 816 | 2 805 226 542 | 5 337 021 058 | 35 871 774 | 2 447 505 896 |
| Avances Diverses au Personnel | 2 469 228 078 | 2 080 031 304 | 126 488 296 | 25 881 842 | 48 753 809 | 56 195 184 | 39 708 248 | 92 169 395 |
| Autres Débiteurs Divers | 829 583 530 | -127 158 206 | 0 | 0 | 4 263 870 | 956 314 340 | -3 836 474 | 0 |
| Comptes de Régularisations - Actif | 18 815 796 631 | 567 741 752 | 5 972 732 007 | 2 843 265 974 | 2 752 208 863 | 4 324 511 534 | 0 | 2 355 336 501 |
| TOTAL DE L'ACTIF | 7 699 582 713 541 | 912 692 413 092 | 2 814 544 548 077 | 344 036 305 864 | 927 886 219 700 | 1 180 179 056 691 | 718 654 159 500 | 801 590 010 617 |
| TOTAL ACTIF ANNEE PRECEDENTE | 7 356 786 004 905 | 1 084 053 426 228 | 2 664 751 855 020 | 327 088 869 046 | 852 565 269 259 | 1 058 396 959 408 | 707 505 139 160 | 662 424 486 784 |

Tableau IVm : Situation comptable de la BEAC au 28 février 2019 (passif)

| Postes ou lignes | Zone | Services Centraux | Cameroun | Centrafrique | Congo | Gabon | Guinée Equatoriale | Tchad |
|-----------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-----------------|-----------------|-------------------|--------------------|-----------------|
| Billets et pieces en circulation | 2 900 012 025 316 | 0 | 1 162 253 066 612 | 192 027 129 697 | 447 951 705 068 | 462 308 230 755 | 181 729 086 324 | 453 742 806 860 |
| Tresors et comptes publics nationaux | 1 011 230 318 152 | 673 265 405 | 499 084 081 358 | 22 613 404 468 | 93 676 098 210 | 109 741 575 094 | 142 509 262 330 | 142 932 631 287 |
| Comptes courants | 515 133 159 227 | 0 | 113 235 874 463 | 18 667 052 578 | 80 742 459 543 | 100 166 470 120 | 66 763 193 092 | 135 558 109 431 |
| Fonds de Stabilisation des Recettes Budgétaires | 7 184 556 393 | 0 | 0 | 0 | 4 705 763 621 | 694 169 221 | 1 784 623 551 | 0 |
| Fonds de Réserves Pour Générations Futures | 54 524 730 564 | 0 | 0 | 0 | 93 224 799 | 8 074 844 965 | 46 356 660 800 | 0 |
| Dépôts spéciaux | 434 387 871 968 | 673 265 405 | 385 848 206 895 | 3 946 351 890 | 8 134 650 247 | 806 090 788 | 27 604 784 887 | 7 374 521 856 |
| Banques et institutions financières | 2 155 609 261 485 | 0 | 930 035 758 698 | 54 882 061 271 | 269 509 142 568 | 456 574 289 059 | 325 218 245 363 | 119 389 764 526 |
| Banques et Institutions Etrangères | 159 881 646 240 | 0 | 51 247 566 614 | 20 366 696 154 | 13 868 204 236 | 25 219 435 534 | 24 747 118 287 | 24 432 625 415 |
| Banques et Institutions Financières de la Zone | 1 995 727 615 245 | 0 | 878 788 192 084 | 34 515 365 117 | 255 640 938 332 | 431 354 853 525 | 300 471 127 076 | 94 957 139 111 |
| Comptes courants | 1 995 672 193 617 | 0 | 878 788 192 084 | 34 515 365 117 | 255 585 516 704 | 431 354 853 525 | 300 471 127 076 | 94 957 139 111 |
| Dépôts et placements sur marché monétaire | 55 421 628 | 0 | 0 | 0 | 55 421 628 | 0 | 0 | 0 |
| Comptes de Réserves Obligatoires | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Comptes des Etablissements de Crédit en liquidation | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres comptes courants | 192 019 336 163 | 48 112 648 247 | 117 258 427 659 | 3 243 841 073 | 16 834 655 561 | 3 873 099 796 | 2 222 705 468 | 473 958 359 |
| Fmi : allocation des d.t.s. | 435 336 010 879 | 0 | 142 393 040 418 | 42 869 732 205 | 64 011 452 776 | 117 855 214 207 | 25 134 648 930 | 43 071 922 343 |
| Emprunts et dettes a long et moyen terme | 16 273 977 080 | 16 273 977 080 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| Autres passifs | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| PROVISIONS | 43 635 588 624 | 43 635 588 624 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| REPORT A NOUVEAU | -203 984 086 284 | -203 984 086 284 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| RESERVES | 792 629 413 122 | 886 443 101 641 | -114 924 576 617 | 22 985 344 048 | -3 219 936 312 | -5 203 062 922 | -1 911 356 753 | 8 459 900 037 |
| CAPITAL, PRIMES ET FONDS DE DOTATION | 91 507 313 350 | 91 507 313 350 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| CREDITEURS DIVERS | 20 052 249 235 | 19 002 521 698 | 206 671 640 | 66 855 226 | 65 364 633 | 696 897 934 | 30 735 545 | -16 797 441 |
| TRANSFERTS NON DENOUES | 10 425 238 527 | 4 879 698 810 | 5 210 984 067 | 310 640 927 | 0 | 23 914 723 | 0 | 0 |
| COMPTES DE REGULARISATIONS - PASSIF | 235 804 360 614 | 3 638 113 972 | 74 997 854 401 | 5 605 005 173 | 39 665 374 639 | 35 080 837 070 | 43 356 066 588 | 33 461 108 771 |
| RESULTAT EN INSTANCE D'AFFECTATION | 14 400 180 882 | 14 400 180 882 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| COMPTE DE RESULTAT | -15 368 473 604 | -11 889 910 333 | -1 970 760 159 | -567 708 224 | -607 637 443 | -771 939 025 | 364 765 705 | 74 715 875 |
| TOTAL DU PASSIF | 7 699 582 713 541 | 912 692 413 092 | 2 814 544 548 077 | 344 036 305 864 | 927 886 219 700 | 1 180 179 056 691 | 718 654 159 500 | 801 590 010 617 |
| TOTAL PASSIF ANNEE PRECEDENTE | 7 356 786 004 905 | 1 084 053 426 228 | 2 664 751 855 020 | 327 088 869 046 | 852 565 269 259 | 1 058 396 959 408 | 707 505 139 160 | 662 424 486 784 |

Taux de couverture

| | | | | | | | | |
|-------------------------------------------------|--------|--|--------|--------|--------|--------|-------|--------|
| Taux de couverture mois antérieur | 61,26% | | 76,91% | 80,85% | 32,69% | 66,91% | 6,86% | 19,38% |
| Taux de couverture extérieure du mois antérieur | 61,87% | | 75,43% | 81,14% | 32,39% | 68,75% | 7,13% | 17,58% |

Tableau IVn : Situation des crédits consolidés sur les États au 28 février 2019

Tableau IVm : Encours et impayés sur les engagements consolidés sur les États au 28 février 2019 ⁽¹⁾
(Situation de fin de période - en millions de F.CFA)

| Etats | Encours et impayés sur anciens crédits consolidés | Encours et impayés sur avances exceptionnelles ⁽²⁾ | Total |
|---------------------------|---------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|------------------|
| Cameroun | 577 359 | 0 | 577 359 |
| Centrafrique | 80 484 | 673 | 81 157 |
| Congo | 572 000 | 452 | 572 452 |
| Gabon | 452 500 | 452 | 452 952 |
| Guinée Equatoriale | 608 703 | 452 | 609 155 |
| Tchad | 479 430 | 452 | 479 882 |
| Total | 2 770 477 | 2 481 | 2 772 958 |

(1) Les crédits consolidés représentent l'ensemble des engagements des états vis-à-vis de la BEAC à l'exception des avances pour la contribution au budget du Groupe d'Action contre le Blanchiment d'Argent en Afrique Centrale (GABAC) qui ont été consolidées au 31 décembre 2017. Suivant les résolutions n°1 du Comité Ministériel du 04 août 2017 et du Conseil d'Administration du 05 août 2017, les avances statutaires sont désormais proscrites

(2) Composés uniquement des avances exceptionnelles au GABAC

Tableau Vo : Situation monétaire résumée de la CEMAC (période sous revue)

Données consolidées de la BEAC, des banques créatrices de monnaie (BCM) et des Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE)

(Montants en millions de Francs CFA)

| Rubriques | Cameroun | | Centrafrique | | Congo | | Gabon | | Guinée Equatoriale | | Tchad | | Sces Centraux | | CEMAC | |
|-------------------------------------------------------------|------------------|------------------|----------------|----------------|------------------|------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|----------------|------------------|----------------|----------------|-------------------|-------------------|
| | février | | février | | février | | février | | février | | février | | février | | février | |
| | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 | 2018 | 2019 |
| I- Contreparties des ressources du système monétaire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1- Avoirs extérieurs nets | 1 995 310 | 1 961 503 | 83 765 | 72 521 | 174 800 | 236 796 | 476 823 | 399 676 | 73 719 | -5 523 | -277 024 | -174 947 | 642 007 | 457 101 | 2 297 106 | 2 216 001 |
| BEAC | 1 387 522 | 1 510 408 | 53 954 | 37 796 | 124 306 | 201 263 | 295 464 | 314 469 | -59 880 | -106 621 | -225 900 | -112 738 | 642 007 | 457 101 | 2 157 001 | 2 262 907 |
| Banques (BCM et AIBE) | 607 788 | 451 095 | 29 811 | 34 725 | 50 494 | 35 533 | 181 359 | 85 207 | 133 599 | 101 098 | -51 124 | -62 209 | 0 | 0 | 140 105 | -46 906 |
| 2- Crédit Intérieur (a+b) | 3 206 805 | 3 921 780 | 287 512 | 347 655 | 1 745 409 | 1 680 784 | 1 799 120 | 2 056 917 | 1 435 254 | 1 279 645 | 1 068 381 | 1 193 794 | 119 327 | 119 327 | 10 468 508 | 11 287 338 |
| a- Créances nettes sur l'Etat | 160 624 | 579 553 | 149 927 | 185 113 | 571 004 | 597 145 | 785 804 | 933 373 | 270 060 | 335 622 | 449 356 | 563 119 | -673 | -673 | 2 825 624 | 3 599 415 |
| dont Position Nette du Gouvernement | 196 817 | 634 278 | 156 788 | 189 229 | 563 715 | 591 860 | 869 326 | 999 592 | 322 463 | 376 286 | 476 010 | 591 841 | -673 | -673 | 3 024 570 | 3 789 750 |
| b- Créances sur l'économie | 3 046 181 | 3 342 227 | 137 585 | 162 542 | 1 174 405 | 1 083 639 | 1 013 316 | 1 123 544 | 1 165 194 | 944 023 | 619 025 | 630 675 | 120 000 | 120 000 | 7 642 884 | 7 687 923 |
| Court terme | 1 831 229 | 1 980 881 | 74 899 | 95 619 | 573 750 | 554 028 | 573 233 | 555 628 | 994 863 | 776 036 | 475 562 | 446 164 | 0 | 0 | 4 639 621 | 4 522 979 |
| Moyen terme | 1 117 849 | 1 268 855 | 50 732 | 55 791 | 577 744 | 510 007 | 415 733 | 547 625 | 149 401 | 146 996 | 124 982 | 161 731 | 120 000 | 120 000 | 2 805 859 | 2 971 454 |
| Long terme | 97 103 | 92 491 | 11 954 | 11 132 | 22 911 | 19 604 | 24 350 | 20 291 | 20 930 | 20 991 | 18 481 | 22 780 | 0 | 0 | 197 404 | 193 490 |
| TOTAL DES CONTREPARTIES | 5 202 115 | 5 883 283 | 371 277 | 420 176 | 1 920 209 | 1 917 580 | 2 275 943 | 2 456 593 | 1 508 973 | 1 274 122 | 791 357 | 1 018 847 | 761 334 | 576 427 | 12 765 614 | 13 503 338 |
| II- Ressources du système monétaire | | | | | | | | | | | | | | | | |
| 1- Masse monétaire (M2) = a + b + c | 4 431 400 | 4 902 634 | 307 437 | 363 878 | 1 649 650 | 1 588 830 | 2 079 781 | 2 214 946 | 1 130 794 | 1 110 781 | 824 377 | 917 328 | 0 | 0 | 10 457 375 | 11 138 674 |
| a- Monnaie fiduciaire | 902 834 | 992 514 | 157 606 | 183 705 | 410 779 | 402 153 | 299 934 | 376 789 | 142 169 | 144 883 | 308 188 | 340 760 | 0 | 0 | 2 221 510 | 2 440 804 |
| b- Monnaie scripturale | 1 925 200 | 2 084 771 | 89 794 | 115 536 | 926 316 | 893 494 | 1 042 521 | 1 060 204 | 753 964 | 705 366 | 417 365 | 486 205 | 0 | 0 | 5 180 210 | 5 378 117 |
| c- Quasi-monnaie | 1 603 366 | 1 825 349 | 60 037 | 64 637 | 312 555 | 293 183 | 737 326 | 777 953 | 234 661 | 260 532 | 98 824 | 90 363 | 0 | 0 | 3 055 655 | 3 319 753 |
| 2- Autres postes nets | 770 715 | 980 649 | 63 840 | 56 298 | 270 559 | 328 750 | 196 162 | 241 647 | 378 179 | 163 341 | -33 020 | 101 519 | 761 334 | 576 427 | 2 308 239 | 2 364 664 |
| TOTAL DES RESSOURCES | 5 202 115 | 5 883 283 | 371 277 | 420 176 | 1 920 209 | 1 917 580 | 2 275 943 | 2 456 593 | 1 508 973 | 1 274 122 | 791 357 | 1 018 847 | 761 334 | 576 427 | 12 765 614 | 13 503 338 |

Annexes

Annexe 1 : Lexique des termes monétaires et financiers

Accord de classement : autorisation préalable délivrée par la Banque Centrale sur certains dossiers de crédit qui lui sont présentés par les établissements de crédit. Les dossiers ayant fait l'objet d'un accord de classement peuvent être mobilisés ultérieurement dans le cadre des opérations de refinancement du marché monétaire.

Adjudication à taux variables : La technique d'adjudication utilisée désormais par la BEAC est dite " **à taux variables** ", s'agissant notamment de l'opération principale d'injection de liquidité. Elle est caractérisée par la vente (ou achat) aux enchères des liquidités dont le montant est connu à l'avance. Contrairement aux appels d'offres à taux fixe¹ pratiqués antérieurement dans la limite des objectifs de refinancement nationaux, l'adjudication à taux multiples présente particulièrement l'avantage d'inciter les établissements de crédit à dynamiser la gestion de leur trésorerie. Étant donné que le volume proposé hebdomadairement tous les mardis est révisable d'une semaine à l'autre, elle est donc plus exigeante en matière de prévisions de liquidité. En rendant les établissements de crédit plus sensibles aux orientations de la politique monétaire de la Banque Centrale, cette approche devrait contribuer au développement du marché interbancaire et à réduire le niveau de liquidité bancaire actuellement globalement élevé.

Appel d'offres : procédure par laquelle la BEAC entre en contact avec les établissements de crédit admis au compartiment des interventions de la Banque Centrale sur le marché monétaire pour requérir leurs soumissions d'achat ou de vente de monnaie centrale. À l'annonce d'un appel d'offres, dont le communiqué est relayé dans chaque pays par la Direction Nationale de la BEAC, les établissements de crédit sont invités à présenter au maximum cinq (5) offres, assorties chacune d'un taux d'intérêt différent. Après réception de toutes les soumissions effectuées par les établissements intéressés, la BEAC en établit une liste unique sur laquelle elles sont classées par ordre décroissant des taux d'intérêt offerts. Les offres présentant les taux d'intérêt les plus élevés sont satisfaites en priorité et celles à taux d'intérêt plus faibles sont successivement acceptées jusqu'à épuisement du montant total de liquidité à adjuger.

Appel d'offres à taux fixe : procédure d'appel d'offres dans laquelle la BEAC annonce à l'avance le taux d'intérêt ou le prix et où les contreparties participantes soumissionnent le montant pour lequel elles souhaitent être servies à ce taux d'intérêt ou prix.

Appel d'offres à taux variable : procédure d'appels d'offres dans laquelle les soumissions concurrentes des contreparties participantes portent à la fois sur le montant qu'elles souhaitent obtenir et sur le taux d'intérêt ou le prix auquel elles veulent conclure des opérations avec la Banque Centrale, et dans laquelle les offres les plus compétitives sont servies en premier jusqu'à ce que soit atteint le montant total de l'offres.

Appel d'offres normal : procédure d'appel d'offres utilisée dans le cadre des opérations d'open market régulières et exécutée dans un délai de 48 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication.

¹ La technique est de satisfaire les offres retenues à un taux unique.

Appel d'offres rapide : procédure d'appel d'offres utilisée pour les opérations ponctuelles de réglage, lorsqu'une action rapide sur la situation de liquidité du marché est jugée souhaitable, exécutée dans un délai de 24 heures entre l'annonce de l'appel d'offres et la notification du résultat de l'adjudication.

Avance intra-journalière : facilité de prêt subordonnée à l'apport préalable de collatéral, octroyée par la BEAC aux participants directs aux échanges sur le Système de Gros Montants Automatisés (SYGMA) dans la CEMAC, afin de leur permettre de faire face à un besoin ponctuel de trésorerie au cours de la journée d'échange.

Collatéral : ensemble des actifs financiers négociables et non négociables éligibles comme garantie des opérations du marché monétaire.

Compartiment des interventions de la BEAC : segment du marché monétaire utilisé par la Banque Centrale pour mettre en œuvre sa politique monétaire à travers des injections et des ponctions de liquidité.

Compartiment interbancaire : segment du marché monétaire réservé aux transactions relatives aux échanges de liquidité et de titres entre les établissements de crédit.

Décote : réduction, en pourcentage, de la valeur du marché d'un actif utilisé en tant que garantie d'opérations de refinancement de la BEAC.

Contreparties de la masse monétaire : créances à l'origine de la création monétaire au profit des secteurs non financiers. Il en existe trois catégories : les avoirs extérieurs nets, les créances nettes sur l'État et les crédits à l'économie.

Crédits à moyen terme irrévocables : crédits bancaires pour lesquels la Banque Centrale a marqué son accord de mobilisation et ne peut revenir sur les conditions (durée, taux...). Ces crédits sont mobilisables sur le Guichet B du marché monétaire de la BEAC. Ils sont destinés au financement d'investissements productifs de durée comprise entre 2 et 7 ans.

Droit de Tirage Spécial (DTS) : unité de compte et instrument de réserve internationale créé en 1969 par le Fonds Monétaire International (FMI). Le DTS est alloué aux États membres du FMI en complément des avoirs de réserve existants. Il est calculé chaque jour à partir de cinq monnaies (Dollar, Euro, Yen, Livre Sterling et Renminbi ou Yuan chinois) pondérées selon leur importance dans le commerce et les paiements internationaux.

Facteurs de la liquidité bancaire : phénomènes ou événements qui améliorent ou réduisent le volume de monnaie centrale dont disposent les banques. Ces facteurs peuvent être autonomes ou résulter de l'action spécifique de l'Institut d'Émission (ex : les réserves obligatoires). Les facteurs autonomes qui influent sur la liquidité des banques sont constitués généralement par les opérations de retrait de billets de la clientèle, des opérations avec l'État et des opérations avec l'étranger.

Faculté d'avances : montant maximum de refinancement que la BEAC peut accorder à un établissement de crédit sur la base des effets publics et privés déposés en garantie à ses guichets. La décision du CPM N°04/CPM/2013 du 31 août 2013 précise les actifs financiers admissibles en garantie des opérations de refinancement de la BEAC. La décision

N°05/CPM/2013 du 31 août 2013 fixe les décotes applicables à ces actifs financiers. La décision N°02/CPM/2018 du 21 mars 2018 fixe les décotes applicables sur les titres publics.

Facilité de prêt marginal : avance à 24 heures qui s'effectue sous forme de prise en pension ou de prêt garanti par les actifs éligibles, suivant la procédure bilatérale.

Facilité de dépôt : placement à 24 heures qui s'effectue sous forme de dépôt à blanc à la Banque Centrale, suivant la procédure bilatérale.

Fédéral Funds rate : c'est le taux du marché interbancaire aux États-Unis, c'est-à-dire le taux auquel les principales banques américaines négocient entre elles leurs réserves libres (excédents de réserves obligatoires auprès de la Reserve Federal). Les "Fonds Fédéraux" sont d'abord les fonds déposés par les banques américaines auprès de la Federal Reserve (Banque Centrale des États-Unis). Par extension, le vocable a été repris pour définir les fonds que les banques s'échangent entre elles quotidiennement sur le marché interbancaire.

Fixing : cotation officielle de certaines devises à une heure déterminée sur certaines places financières après compensation des offres et des demandes.

Liquidité banque centrale : quantité de monnaie émise par la Banque Centrale et qui est à la disposition du système bancaire. Cette monnaie se matérialise par les avoirs en compte du système bancaire auprès de l'Institut d'Émission.

Liquidité bancaire : Capacité pour une banque à faire face à ses obligations de trésorerie suivant leur échéance.

Marché financier : lieu de rencontre entre demandeurs et offreurs de capitaux à moyen et long terme, sous forme de valeurs mobilières. Il comprend un marché primaire, qui concerne l'émission de nouvelles actions et obligations, et un marché secondaire, portant sur les échanges de titres déjà émis.

Marché monétaire : lieu où les institutions et sociétés financières et non financières de la CEMAC échangent et placent des liquidités à court et moyen terme.

Mobilisable : caractère de ce qui peut être transformé en monnaie.

Nantissement : contrat par lequel une contrepartie affecte des actifs financiers, présents ou futurs, en garantie des concours reçus de la Banque Centrale sur le compartiment des interventions de celle-ci.

Objectifs implicites (de la politique monétaire) : objectif que s'assigne la Banque Centrale mais qui n'est pas déclaré ou rendu public.

Objectifs explicites (de la politique monétaire) : objectif de politique monétaire annoncé à l'avance au public.

Opération de cession temporaire : opération par laquelle la Banque Centrale achète ou vend des titres dans le cadre d'une pension ou accorde des prêts adossés à des garanties.

Opération d'open market : opération réalisée à l'initiative de la BEAC sur le marché monétaire, sous forme de cession temporaire, de retrait de liquidité à blanc, d'achat/vente ferme des titres ou d'émission de bons BEAC.

Opération ferme : instrument par lequel la Banque centrale achète ou vend des actifs négociables éligibles de façon ferme sur le marché, sans rétrocession de propriété.

Reprise de liquidité en blanc : instrument par lequel la BEAC invite des contreparties à placer des dépôts à terme sur des comptes ouverts dans ses livres, afin de retirer des liquidités du marché.

Pension-livrée : opération par laquelle une contrepartie cède à une autre de manière temporaire, en pleine propriété, des effets et titres de créances, contre des liquidités, les deux parties s'engageant respectivement et irrévocablement, le cédant à reprendre les effets et titres cédés, et le cessionnaire à les rétrocéder à un prix et à une date convenue.

Procédure bilatérale : procédure par laquelle la BEAC effectue des opérations directement avec une ou plusieurs contreparties sans mise en concurrence par appel d'offres.

Programmation monétaire : technique moderne de prévision permettant de projeter les évolutions des principaux agrégats macroéconomiques et de diagnostiquer les vulnérabilités d'un environnement économique à partir d'un cadre macro-économique intégré et cohérent.

Ratio Cooke (ou ratio de solvabilité) : rapport entre les fonds propres d'une banque et les risques encourus. Dans les États de la CEMAC, ce ratio doit être supérieur à 8 %.

Refinancement : opération par laquelle les institutions financières se procurent des liquidités, d'une durée souvent courte pour faire face à leurs différents engagements. Cette opération est en partie assurée par la Banque Centrale qui intervient en prenant en garantie des actifs financiers détenus par ces institutions financières contre remise de liquidités.

Swap (de trésorerie) ou "crédits croisés" : opération d'échange de trésorerie qui s'effectue de gré à gré entre deux parties. Au moins l'une des séries des flux financiers est calculée en fonction de l'évolution d'un indicateur financier (taux d'intérêt, taux de change, prix d'une action, ...).

Taux de change nominal : prix dans une monnaie étrangère d'une unité de monnaie nationale.

Taux de change effectif : somme pondérée des taux de change avec les différents partenaires commerciaux et concurrents. La pondération correspond à l'importance de chaque partenaire en part dans les importations et les exportations des biens et services.

Taux directeur : principal taux d'intervention d'une Banque Centrale et dont la modification doit servir de signal aux opérateurs économiques sur les orientations de la politique monétaire.

Taux de base bancaire : c'est le taux d'intérêt qui sert de référence pour les crédits accordés par les banques à leur clientèle. Il est spécifique à chaque banque, même lorsque la concurrence fait en sorte que les principaux établissements de crédit s'alignent entre eux.

Taux de pénalité : taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale aux banques primaires en cas de manquement à la réglementation bancaire, aux règles de distribution du crédit et aux impayés résultant des opérations du marché monétaire ou dans l'hypothèse d'un défaut de papier éligible.

Taux d'Intérêt des Appels d'offres (TIAO) : taux d'intérêt minimum de soumission aux opérations principales d'injection de liquidité organisées par la BEAC. Il est fixé en tenant compte de la conjoncture, tant interne qu'externe. Il constitue le principal taux directeur de la BEAC.

Taux d'Intérêt sur Placements Publics (TISPP) : taux de rémunération des dépôts publics par la BEAC. Il se subdivise comme ci-après :

- Taux d'intérêt Sur placements publics au titre des fonds de réserve pour les Générations Futures (TISPP₀) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre du mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP₁) ;
- Taux d'intérêt sur placements publics au titre des dépôts spéciaux (TISPP₂).

Taux Interbancaire Moyen Pondéré (TIMP) : c'est le taux d'intérêt moyen (pondéré par le volume des transactions réalisées) pratiqué par les banques sur le marché interbancaire de la CEMAC. Il est calculé par la Banque Centrale selon les diverses échéances (au jour le jour, un mois, deux mois, ...) et communiqué régulièrement aux différents participants du marché interbancaire.

Annexe 2 : Chronologie des principaux événements marquants, mesures récentes de politique monétaire de la BEAC

11 janvier 2008 : le Comité de Politique Monétaire de la Banque des États de l’Afrique Centrale s’est réuni en séance inaugurale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Philibert ANDZEMBE, Gouverneur de la BEAC, son Président statutaire.

20 mars 2008 : le Comité de Politique Monétaire, lors de sa première réunion ordinaire, approuve le schéma transitoire du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication dans la CEMAC, ainsi que son chronogramme de mise en œuvre, avec comme objectif, le lancement des adjudications des valeurs du Trésor en 2009.

2 juillet 2008 : le Comité de Politique Monétaire décide de l’abandon de la règle de discrimination du taux d’intérêt servi sur les dépôts spéciaux suivant la position de l’État au compte d’avances statutaires. Il a également décidé du réaménagement de la composition des groupes assujettis à la constitution des réserves obligatoires, au regard des niveaux respectifs de liquidité des pays. Par ailleurs, le Comité de Politique Monétaire approuve le Projet de Règlement CEMAC sur les titres publics émis par adjudication et autorise le Gouverneur à le transmettre au Conseil d’Administration de la BEAC (pour avis conforme) et au Comité Ministériel de l’UMAC (pour adoption définitive).

Enfin, le Comité de Politique Monétaire examine les recommandations du séminaire sur le développement du secteur financier dans la CEMAC qui s’est tenu à Yaoundé les 3 et 4 juin 2008 avec le FMI et la Banque Mondiale et a décidé, s’agissant des conditions de banque, de la suppression du Taux Débiteur Maximum (TDM).

3 juillet 2008 : le Conseil d’Administration délivre son avis conforme pour l’adoption par le Comité Ministériel du Règlement CEMAC sur l’émission des titres publics suite à son approbation par le Comité de Politique Monétaire.

6 aout 2008 : le Comité Ministériel adopte définitivement le règlement CEMAC relatif à l’émission des titres publics émis par adjudication.

27 février 2009 : le Comité de Politique Monétaire approuve les cinq projets de textes réglementaires et conventionnels suivants portant réglementation, organisation et fonctionnement du mécanisme d’émission des titres publics émis par adjudication :

- la Convention relative à l’organisation des adjudications des Valeurs du Trésor ;
- la Convention relative à la participation des Spécialistes en Valeurs du Trésor aux adjudications des titres publics émis par adjudication ;
- le Cahier des charges des Spécialistes en Valeurs du Trésor ;
- le Règlement Général de la Cellule de Règlement et de Conservation des Titres (CRCT) ;
- la Convention-cadre de pension livrée.

29 juin 2009 : le Comité de Politique Monétaire examine les modalités pratiques de mise en œuvre du projet d’émission des titres publics émis par adjudication et a décidé de :

- geler les plafonds d’avances de la Banque Centrale aux Trésors nationaux dès le démarrage des émissions des titres publics prévu au cours du second semestre 2009 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d’avances par cinquième chaque année ;

- proposer au choix de chaque État de rembourser les utilisations au-delà du plafond d'avances réajusté, soit une seule fois, soit par consolidation sur un an maximum, au TIAO et à échéances trimestrielles.

En application de ces décisions, les plafonds d'avances statutaires des Trésors Nationaux, gelés depuis le mois de juin 2009, ont été réduits de 1/5^{ème} soit 20%, depuis le 1^{er} janvier 2011.

16 décembre 2011 : le Comité de Politique Monétaire décide de :

- geler les plafonds d'avances de la Banque Centrale aux Trésors Nationaux à leur niveau constaté au 31 décembre 2010 ;
- adopter le principe de la réduction des plafonds d'avances statutaires par dixième chaque année à compter du 31 décembre 2012.

22 mars 2013 : le Comité de Politique Monétaire fixe la limite des créances de la banque centrale adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par le Trésor publics, les collectivités locales ou tout autre organisme public de chacun des États membres de la CEMAC, telle que prévue par les Statuts de la Banque. Cette limite est de 35 % des recettes budgétaires ordinaires fongibles d'origine nationale constatées au cours de l'exercice écoulé.

18 décembre 2014 : le Comité de Politique Monétaire après avoir examiné l'impact de la baisse brutale des cours de pétrole sur le cadre macroéconomique, et sans préjudice du principe d'extinction des avances statutaires aux États, a décidé de maintenir, à titre exceptionnel et provisoire en 2015, les plafonds d'avances à leur niveau atteint au 31 décembre 2013.

7 octobre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session extraordinaire, établit les plafonds d'avances statutaires de l'exercice 2015 à 20% des recettes budgétaires de l'exercice 2014, excepté pour la RCA dont le montant du plafond est adossé sur les recettes budgétaires de l'exercice 2008.

28 septembre 2015 : le Conseil d'Administration de la BEAC, réuni en session ordinaire, a autorisé le Gouvernement de la Banque Centrale à procéder à l'octroi d'une avance exceptionnelle à la République du Tchad, limitée au maximum à 50 % des plafonds d'avances révisés arrêtés pour l'exercice 2015 (sur la base des recettes budgétaires de 2014), dans la mesure où ce pays est sous-programme avec le FMI. Par ailleurs, tout autre pays ayant conclu un accord avec le FMI, au cours des exercices 2015 et 2016, qui ferait une demande d'avance exceptionnelle, en bénéficierait après accord préalable du Conseil d'administration.

15 juin 2016 :

- le Comité de Politique Monétaire modifie le dispositif de gestion des réserves obligatoires dans la CEMAC. Cette réforme offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la liquidité bancaire par la BEAC et uniformise les coefficients des réserves obligatoires, avec des seuils de constitution n'affectant pas les établissements de crédit collectant un volume faible de dépôts. Par ailleurs, elle élargit les éléments de l'assiette des réserves obligatoires à l'ensemble des éléments du passif des assujettis, notamment les titres de créances négociables (TCN) ;

- le Comité de Politique Monétaire a redéfini les règles, instruments et modalités d'intervention de la BEAC sur le marché monétaire. La BEAC interviendra sur le marché par voie d'appels d'offres et de procédures bilatérales. Les opérations initiées dans le cadre de ses interventions sont irrévocables dès leur mise en place. Les instruments utilisés au titre de

ces interventions comprendront désormais : les opérations d'open market (opérations principales d'injection de liquidité, opérations d'injection de liquidité de maturité longue, opération ponctuelle de réglage fin, opérations structurelles), les facilités permanentes, les avances intra journalières et les opérations du guichet spécial de refinancement.

22 mai 2017 :

- le Comité de Politique Monétaire, réuni en session extraordinaire, adopte les mesures de politique monétaire ci-après :
 1. réduction de 20 % des objectifs de refinancement de la Guinée Équatoriale et du Tchad (pays dont la position en Compte d'Opérations est débitrice), pour les ramener respectivement à 192 milliards et 240 milliards ;
 2. réduction automatique de 10 % de l'objectif de refinancement de tout pays dont la position en Compte d'Opérations sera créditrice mais dont le ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire sera inférieur au seuil minimal de 15 % ;
 3. réduction complémentaire de 10 % de tout pays dont la position créditrice en Compte d'Opérations deviendra débitrice après qu'il ait subi une première réduction de 10 % de son objectif de refinancement sur la base du ratio solde en Compte d'Opérations sur la circulation fiduciaire.
- le Comité de Politique Monétaire autorise le Gouvernement de la BEAC à apporter de la liquidité d'urgence aux banques en difficulté exerçant au Tchad, en attendant la mise en place du dispositif global dédié.

11 juillet 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la définition ci-après du seuil cible dans le cadre de la structuration des réserves de change « *le seuil cible des réserves de change est le niveau des réserves requis pour couvrir 3 mois d'importations des biens et services, ainsi que 3 mois de la dette extérieure* ».

2 novembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, modifie le mode de constitution des réserves obligatoires par les établissements de crédit auprès de la BEAC, en instituant la constitution en moyenne.

19 décembre 2017 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, adopte la décision portant sur le cadre général du nouveau dispositif d'apport de liquidité d'urgence, pour permettre aux établissements de crédit de la CEMAC, jugés solvables, de faire face aux tensions temporaires de liquidité pouvant affecter la stabilité financière.

21 mars 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire, décide de :

- abandonner la norme limitant les créances de la BEAC adossées à des effets et valeurs émis ou garantis par les Trésors publics à 35 % des recettes budgétaires de l'exercice écoulé ;
- fixer les nouvelles décotes applicables aux effets publics admissibles en garantie des opérations de politique monétaire de la BEAC ;
- supprimer la tranche d'exonération des réserves obligatoires et d'appliquer des coefficients uniformes ;

- fixer, à partir de la période de constitution des réserves obligatoires du mois d'avril 2018, les coefficients à appliquer sur les exigibilités à vue et à terme à 7,00% et 4,50% respectivement ;
- abandonner les objectifs nationaux de refinancement au profit d'une *limite sous-régionale d'intervention* de la Banque Centrale, pour consacrer l'unicité de la politique monétaire. Cette donnée ne sera plus communiquée au public mais sera un outil interne de pilotage des interventions de la Banque Centrale.

25 juillet 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en session ordinaire à N'Djamena, République du Tchad, décide, en vue du pilotage du taux d'intérêt interbancaire moyen pondéré (TIMP) des opérations à 7 jours, de mettre en place un corridor autour du TIAO, composé :

- d'une facilité de prêt marginal à un taux de 4,70%, en remplacement du taux d'intérêt des prises en pension (TIPP) ;
- d'une facilité de dépôt à un taux de 0,0%, en remplacement du taux d'intérêt sur placement à 7 jours (TISP).

31 octobre 2018 : le Comité de Politique Monétaire, réuni en séance ordinaire du 31 octobre 2018 à Yaoundé, au regard des perspectives macroéconomiques favorables de la sous-région et en appui à sa soutenabilité extérieure, décide de :

- relever le taux d'intérêt des appels d'offres de 2,95% à 3,50% ;
- porter le taux de facilité de prêt marginal du taux de 4,70% à 5,25% ;
- maintenir inchangé le taux de facilité de dépôt ;
- relever le taux de pénalité aux banques de 7,00% à 7,55% ;
- maintenir inchangés les coefficients des réserves obligatoires.

**DOCUMENT RÉALISÉ PAR LA BANQUE DES
ÉTATS DE L'AFRIQUE CENTRALE**

“ B.E.A.C. ”

**SERVICES CENTRAUX
BP 1917 YAOUNDÉ - CAMEROUN**

**DIRECTION DE LA STABILITÉ FINANCIÈRE, DES
ACTIVITÉS BANCAIRES ET DU FINANCEMENT DES
ÉCONOMIES**

**TEL : (237) 222 23 46 95 – 222 23 46 96
FAX : (237) 222 23 46 93 – (237) 222 22 78 03
E-MAIL : Reporting-SCX_MM@beac.int**

**BIEN VOULOIR NOUS FAIRE PARVENIR VOS
OBSERVATIONS ET VOS COMMENTAIRES A
L'ADRESSE CI-DESSUS**